Parti Socialiste
Convention nationale ordinaire
Samedi 15 mai 1976

Sommaire

Le président (André Boulloche) 1
Pierre Mauroy 1
Pierre Guidoni 11
Pierre Guidoni 11
Jean Rous 16
Pierre Joxe 17
Baldi 19
Cormier (Fédération de l'Indre et Loire) 20
Massard 22
François Mitterrand 23
Debenji (Fédération des Alpes-Maritimes) 28
Castillat (Fédération de l'Aude) 29
Jean Maire (Fédération du Val d'Oise) 32
Eugène Teisseire (Fédération de la Nièvre) 34
Pierre Mauroy 36
Daniel Vaillant 40
Pierre Guidoni 41
Lionel Jospin 43

La séance est ouverte sous la présidence de André Boulloche.

Le président (André Boulloche)

Je déclare ouverte la Convention nationale ordinaire. La direction du Parti s'excuse de l'exiguïté de cette salle. Le fait qu'il y avait à la fois une Convention et un Congrès a posé quelques petits problèmes, puisqu'on ne pouvait pas tenir la Convention dans la salle du Congrès.

Vous avez reçu la convocation, vous savez que nous devons, étant réunis en Convention nationale ordinaire, entendre le rapport du Secrétaire national à la coordination et, à la suite de ce rapport ouvrir un débat et procéder à un vote, conformément aux statuts.

Cet après-midi commencera à 15 h le Congrès extraordinaire. Je donne tout de suite la parole au Secrétaire national à la coordination.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, le Congrès extraordinaire qui s'ouvrira cet après-midi va préciser la tactique du Parti à l'occasion des prochaines élections municipales.

Fondation Jean-Jaurès

Ce matin, nous sommes en Convention nationale ordinaire et il vous appartient d'apprécier l'action des organismes centraux.
Je voudrais présenter un rapport rapide, à la fois sur l'action politique et sur les résultats obtenus par le Parti depuis un an, c'est-à-dire depuis la dernière Convention nationale ordinaire où le quitus a été voté.
A Epinay, et depuis avec constance, les activités du Parti, quelles qu'elles soient, aussi bien celles qui concernent l'animation, l'organisation, que, bien sûr, celles qui sont de caractère politique, celles qui touchent à nos débats idéologiques, s'inscrivent dans une double démarche qui nous est maintenant si habituelle qu'elle devient la nature même de notre Parti.
Notre stratégie est celle de l'union de la Gauche que nous servons loyalement en toutes circonstances. Au cours des dernières années, les militants se sont aguerris dans cette tactique de l'union, parfois difficile, mais toujours fidèlement respectée. Quels que soient les problèmes, les divergences, les propositions, nous abordons nos partenaires et en particulier les Communistes avec un esprit de rigueur à l'égard des intérêts de la Gauche qui s'identifie aux aspirations profondes du peuple français.
Parallèlement, nous remplissons la mission primordiale des Socialistes qui est d'affirmer la personnalité, l'identité, la capacité de notre parti.
Certes, les origines de ceux qui sont ici, qui sont dans le Congrès, qui sont dans le Parti, sont différentes, leur itinéraire aussi, mais nous assumons collectivement l'histoire et l'avenir du Socialisme.
Issu de la grande révolution technique et industrielle de la révolte prolétarienne, le Socialisme fut et reste la branche aînée du mouvement ouvrier.
La division fut trop conséquente et trop longue pour que nous n'en gardions pas le respect de nos différences et de nos divergences. La division retarda trop longtemps l'ascension des travailleurs au pouvoir pour que nous n'apprécions pas la valeur et la portée de l'union. C'est même l'acquisition d'une certaine maîtrise dans l'accomplissement de ce mouvement à deux temps et à deux dynamiques, celle de l'union et celle de notre propre Parti qui explique sans doute le mieux les succès que nous avons remportés et qui sont confirmés.
Le Parti Socialiste est bien le premier Parti de France. Qu'il ait réussi à s'affirmer comme tel depuis Epinay, c'est-à-dire en cinq ans, souligne sa logique, sa cohérence et sa force. Notre avancée politique est maintenant générale ; elle concerne tous les milieux, toutes les classes d'âges, les sondages nous confirment la bonne opinion que les Français ont de nous et les élections cantonales ont apporté la preuve de l'avance prise, de plus tout indique que nous continuons à progresser.
Quand une telle force politique, qui a des racines historiques, s'imbriquent à ce point dans l'évolution d'un peuple, elle ne peut manquer de devenir la force de l'Etat. Le pouvoir est devenu pour les Socialistes la plus sûre des hypothèses à la condition de s'y préparer. L'échéance en devient presque secondaire ; l'essentiel est que nous y parvenions avec la Gauche en ordre de marche et avec l'unité précise de ce que nous voulons en faire.
Le pouvoir, dans le cadre de nos alliances de gauche est donc bien notre objectif,

Fondation Jean Jaurès

d'où un principe d'action simple qui, dans notre comportement collectif, dans nos résolutions est celui d'agir, non pas seulement comme un parti d'opposition, mais aussi comme un parti de responsabilité gouvernementale.
Certes, nos moyens, et vous le savez aussi bien que nous, restent modestes, mais l'amélioration a été si progressive et si accentuée depuis Epinay et surtout depuis Pau, que nous pouvons raisonnablement être confiants. Et pourtant une certaine fragilité résulte de nos tendances anarchisantes et surtout de notre incorrigible travers à ne pas privilégier partout et toujours le Parti et son unité.
La règle militante de la cohésion est la garantie de la cohérence politique. Les attitudes doivent en conséquence être améliorées dans ce sens, dans la majorité, entre la majorité et la minorité du Parti qui, si elle a des droits, ne saurait échapper aux devoirs.
Faisant le bilan par conséquent de cette situation, faut-il conclure de nos succès que le seuil d'irréversibilité ait été dépassé comme l'accréditent des conversations sérieuses avec ceux qui traitent les sondages ? Je ne le pense pas. Pourquoi ? Parce que rien n'est jamais tout à fait acquis en politique. Le fleuve qui nous emporte n'est pas homogène, il concerne trois formations politiques : les Communistes, les radicaux de gauche, nous-mêmes, et de plus les Français ont une grande sensibilité d'opinion.
J'ajoute que l'élection de Tours qui a ses particularismes, pour être satisfaisante, nous suggère que nous n'en sommes pas encore à cette phase d'accélération qui pourrait, dans des délais les plus brefs, entraîner bien des conséquences.
Je crois que dans les grands mouvements politiques, on note toujours une poussée principale qui, après un certain seuil, retourne même les initiatives contraires des adversaires pour rendre presque inexorable le changement. C'est une sorte de point de non-retour. Pour y parvenir, il nous faut encore accélérer et, surtout, il faut harmoniser la poussée de l'union de la Gauche et celle de notre propre formation du Parti Socialiste.
Enfin, le Pouvoir ne doit pas être sous-estimé. Il mettra tout en oeuvre pour garder ses privilèges, et si l'on devient puéril, en particulier dans les yeux de ses ministres, à l'Assemblée Nationale, il est clair qu'il n'hésitera pas à mettre en cause les règles les plus élémentaires de la démocratie, d'autant - et je veux le souligner rapidement - que ce pouvoir est changeant et même qu'il évolue rapidement.
En effet, le Pouvoir est ébranlé, le crédit du Président de la République est atteint, les échecs personnels en politique intérieure, en politique internationale et européenne, dans le domaine monétaire, ont fait perdre au Président de la République l'aura attachée à sa fonction, d'autant plus que le Général de Gaulle, et Georges Pompidou à un degré moindre, avaient préservé leur capacité d'apparaître comme une sorte de recours suprême au-dessus des Partis. Une reprise en main est en cours, il est encore trop tôt pour en mesurer les effets, mais enfin la réforme, en dépit des affirmations présidentielles, avortera par manque de cohérence politique et sociologique de la majorité. La taxation des plus-values, la réforme de l'entreprise en sont une illustration. On voit bien que la grande idée est actuellement d'utiliser la sensible amélioration de la

conjoncture économique, mais cette reprise partielle ne supprimera pas le chômage chronique d'un million de travailleurs environ et accentuera d'autres déséquilibres concernant l'inflation, le déficit du commerce extérieur, la détérioration monétaire, et on en voie déjà les effets.
Mais je pense que nous croyons tous que l'incohérence la plus grave est ailleurs. Elle est dans le retour en force de l'UDR. Le pouvoir apparaît bien maintenant comme bicéphale, dans un système qui ne le tolère pas, au moins avec l'application faite jusqu'ici de la Constitution. Républicains indépendants et Réformateurs font et feront les frais de la prééminence accordée à l'UDR.
Ce tournant ne peut que nous amener ceux qui rêvaient encore du changement sans la Gauche. Mais, il s'accompagne d'une mutation capitale au niveau du discours et des méthodes de nos adversaires.
Le gouvernement accepte le risque d'une politique conservatrice réactionnaire qui ne peut pas lui faire gagner des voix, et veut regagner la confiance par une politique d'ordre dont on connaît les manipulations et les implications et, en particulier, par l'utilisation de la peur.
Jusqu'où ira t-il dans la brutalité et dans l'agression ? Brutalité contre les manifestations étudiantes, contre les travailleurs étrangers, contre les fonctionnaires, contre les magistrats ; le discours sur le collectivisme masque mal le refus de l'alternance. Où en est, où en sera demain la légalité ?
La confiance et la sérénité du Parti et des formations de la Gauche doivent s'accompagner d'une extrême vigilance.
François Mitterrand, de toute son autorité, n'a pas hésité à lancer un avertissement, nous sommes tous concernés et l'ensemble des Français également.
Alors, dans un tel contexte, les phénomènes de ras le bol sont classiques dans leurs manifestations, mais toujours un peu imprévisibles dans leurs conséquences.
La provocation est la tribune naturelle du pouvoir en place ; il faut toujours noter que l'inquiétude actuelle est dominée par la crise économique et l'insécurité de l'emploi, mais aussi à un degré moindre, mais réel, par la peur de la violence.
D'une manière générale, la capacité d'intervention des divers gauchismes a reculé et d'abord en milieu étudiant, les initiatives provocatrices de la police ou d'éléments gauchistes sont restés minoritaires dans la nouvelle crise universitaire, mais elles influencent fortement l'opinion.
Le Parti Communiste : sur l'évolution du Parti Communiste et de sa polémique contre nous, tout a été dit. Son dernier Congrès confirme ses orientations stratégiques d'union de la Gauche, accuse les divergences avec Moscou et donne la priorité à son propre développement : les Communistes viennent de tenir leur Congrès d'Epinay à leur façon. Leur souci dominant est d'imposer une nouvelle image, celle du parti du peuple de France, comme s'il cherchait à nous déborder dans la quête aux électeurs.
Dans cette phase l'union de la Gauche ne se manifeste que sur le plan électoral. Il n'y a pratiquement plus d'actions communes, les discussions engagées dans les groupes de travail mis en place par la rencontre au sommet de juin 1975

Fondation Jean Jaurès

traînent en longueur, visiblement le parti Communiste tend à agir seul et plus exactement en étroite coopération avec la CGT.
Il y a concordance des objectifs et des actions qui est ici très nettement et très fortement ressentie, en province, à Paris, partout.
Cette évolution pour un rééquilibrage à gauche, et nous sommes bien placés pour en comprendre la motivation, nous amène à trois réflexions pour l'action. Je livre uniquement les conclusions :
La première nous commande d'apparaître comme les plus unitaires, dans la période actuelle.
La seconde nous assume une action privilégiée dans l'entreprise.
La troisième doit nous conduire à être les meilleurs au niveau de la proposition du Parti, de responsabilité au niveau de l'Etat.
En tous les cas, je voudrais livrer une certitude que vous partagez certainement : rien de décisif ou de vraiment nouveau n'interviendra dans la phase montante de la Gauche. Les difficultés, s'il doit y en avoir, seront liées au succès ou à l'échec de nos entreprises communes. Mais, pour les batailles de 77 et de 78, la coalition de gauche est en ordre de bataille, et dans cette coalition de gauche je pense que le Parti a fait des progrès considérables.
Alors, je voudrais vous présenter les volets de ces progrès depuis la dernière Convention nationale.
Depuis la dernière Convention nationale, on peut dire que l'action du Parti pourrait se définir dans un triple effort. Et ensuite nous pourrions rapidement en mesurer le bilan.
Le premier effort, c'est que le Parti s'est donné des structures nouvelles, et une administration centrale. On peut dire que le Parti a maintenant - il y a encore des efforts à faire - une administration centrale. Nous avons amélioré les méthodes de fonctionnement du Comité directeur, le Secrétariat national a été élargi, le Comité directeur a entériné les désignations de Roger Fajardie et Michel Rocard comme Secrétaires nationaux. Nous assurons une couverture beaucoup plus complète de tous les secteurs, à l'intérieur du Parti, avec les nouveaux délégués généraux, à l'extérieur avec la désignation de nouveaux délégués nationaux.
Mais je crois que les progrès les plus importants depuis un an ont été obtenus au niveau de l'échelon central d'administration, puisque nous avons un délégué général du Parti, Jean-Pierre Vebel, qui assure avec efficacité maintenant la gestion de la maison avec ses deux sièges, et toutes les structures d'animation et de coopération intérieure ou parallèle au Parti.
De plus, acte décisif, la mise en place d'un fichier central moderne améliore considérablement le travail du Parti.
Et enfin, la centralisation des ouvrages qui sont édités par le Parti, à différents titres, renforce encore notre action.
Nos ambitions, dans tout ce secteur de l'administration, sont encore grandes, mais je crois que nos réalisations, depuis un an, ont été nombreuses.
Certes, il y a beaucoup à faire, mais je crois que l'on peut souligner que nous avons adapté l'appareil du Parti et son fonctionnement aux exigences de la montée de la vie moderne.

Fondation Jean Jaurès

C’est par conséquent un appareil renforcé, et qui va l’être encore de façon décisive par la mise à la disposition du Parti d’assistants.
J’ouvre ici une parenthèse : vous savez que les parlementaires, députés et sénateurs, vont avoir des assistants. Eh bien, dans un souci de coopération entre le Parti et le groupe parlementaire, il y aura 36 assistants qui seront mis à la disposition du Parti, de la part des députés, 13 de la part des sénateurs. Tout à l’heure je pourrai vous donner des informations complémentaires si vous le souhaitez, mais chacun mesure que la mise à la disposition du Parti d’un certain nombre d’assistants va naturellement faciliter notre travail sur le plan national et va aussi faciliter grandement notre travail sur le plan régional.
C’est par conséquent un avantage considérable que la venue de ce personnel nouveau. Mais je dois dire que le renouvellement et la modernisation de nos méthodes se sont accompagnés d’un renouvellement et d’une modernisation en ce qui concerne les messages.
Je souligne simplement la création du "Poing et la Rose - Responsables", diffusé à tous les cadres du Parti. On a commencé en décembre 1975 ; actuellement je crois que c’est le n°12 qui est sous presse. Marie-Jo Pontillon assure la rédaction, Jean-Pierre Vebel, la diffusion, Vaillant, la gestion, et toute l’équipe des secrétaires nationaux et de leurs assistants participent à sa mise au point, d’ailleurs.
Les entretiens du jeudi, une initiative qui a été prise par François Seligmann, est une expérience très fructueuse qui sera poursuivie et qui permet d’avoir le dialogue, non seulement avec des nouveaux, mais aussi, je crois, avec des adhésions qui viennent participer à ces entretiens du jeudi.
Actuellement nous mettons au point une information téléphonée à l’OPS. Je pense que pour la rentrée la mise au point sera terminée, par conséquent nous pourrons en assurer le lancement. Vous pourrez par conséquent téléphoner tous les soirs et avoir des informations au siège du Parti.
Nous souhaitons, et toute une information vous est donnée dans le grand hall, installer tout un réseau de télex. Je crois que dès maintenant (le télex, sur le plan national, le télex dans les fédérations, étant envisagés) certaines fédérations peuvent très rapidement se doter d’un tel appareil. Mais nous voudrions progressivement le généraliser.
Comme vous le voyez, en un mot le parti s’est donné une véritable Direction nationale, on pourrait dire "multiforme", qui devient un peu plus compliqué, un organigramme renforcé, une meilleure animation.
Voilà quel a été le premier volet de notre effort.
Le deuxième volet :
Nous avons appliqué la motion nationale de Pau, et nous avons accordé une priorité, comme la motion nous en faisait obligation, à deux secteurs privilégiés : celui de la formation et celui de l’entreprise.
Ceci ne minimise pas du tout les efforts, et même les résultats obtenus par les divers secrétariats nationaux, que ce soit celui de la fédération, de l’Internationale, le tiers-monde, et bien d’autres. Mais, dans le domaine de la formation, en un an des progrès considérables ont été fait. Je ne veux pas les

détailler, mais je précise qu'actuellement nous sommes sur le projet de constituer un Centre national de formation.
Gérard Delfau, qui pourra vous donner des précisions complémentaires, pourrait préciser que l'an prochain c'est une école de cadres qui fonctionnera, et que 20 stages de 4 jours y sont prévus.
Dans le domaine de l'entreprise, un effort considérable a été également fourni. Alain Ranoux (?) en a rendu compte d'ailleurs lors de la rencontre nationale de Massy. Je ne détaille pas tout ce qui a été fait dans ce secteur, je veux simplement donner comme chiffres qu'à ce jour il y a 772 groupes d'entreprises ou sections d'entreprises. Je crois que dans ce domaine, et en tous cas c'est l'avis des responsables nationaux, le moment venu il sera souhaitable de prolonger notre réflexion sur les structures de cette action dans l'entreprise. Ce n'est pas le moment aujourd'hui.
Maintenant, des journées nationales de plus en plus nombreuses ! Je ne vais pas en prendre la liste. Je vois ici :
Celle des enseignants, celle des agriculteurs Outre-mer, Conférence Socialiste sur les régions, sur la formation, sur l'énergie, les femmes, la culture, la santé...
Et par conséquent nous avons tenu l'actualité en haleine.
Et à toutes ces journées nationales qui sont organisées, soit par des secrétaires nationaux, soit à l'initiative des délégués nationaux, s'ajoute une Journée d'information, très fructueuse, des Secrétaires fédéraux, où nous avons la possibilité, par conséquent, de discuter des problèmes de notre Parti.
Et il convient d'ajouter l'impact de deux grandes manifestations nationales :
- Celle des entretiens des économistes, qui s'est tenue en juin 1975 ; pour la première fois, des économistes de l'est, de l'ouest, et du tiers-monde, se rencontraient à Paris, sous l'égide du Parti Socialiste.
- Et le grand meeting du Parti Socialiste de juin 1975, qui a rassemblé 7000 personnes.
J'ajoute qu'à côté de ces journées nationales, qu'à côté de ces grandes manifestations, il y a les campagnes du Parti. Je les mentionne simplement :
Celle sur le contrôle - qui avait été commencée avant Pau -, celles sur l'emploi, sur l'entreprise (l million de tracts diffusés, 200 000 affiches), et sur le cadre de vie, qui va commencer incessamment.
On peut dire que le Parti a renforcé l'union de la Gauche par son sang-froid dans la polémique, par son propre renforcement, et par sa présence active dans toutes les actions communes, et par l'habitude, nouvelle pour lui, de prendre des initiatives.
J'ajoute que le Parti a renforcé sa présence dans les luttes. Partout où les travailleurs se battent pour leur emploi, le Parti est présent, partout où les travailleurs se battent pour leurs conditions de travail, le Parti est présent ; Teppaz, Usinor, Parisien libéré, Chausson, Renault, etc.
La manifestation du 10 juillet à la Tour Eiffel, je la mentionne, puisqu'elle a eu une large représentation des entreprises en lutte.
Voilà un dossier sur les activités du Parti, avec ses deux priorités : la formation et le secteur Entreprises.

Collection Jean Jaurès

J'ajoute, et c'est un effort qui a été soutenu, que le Parti a préparé ses dossiers. Le Parti a tenu à ne pas formuler seulement des critiques contre l'arbitraire et les carences du gouvernement. Il a partout présenté des solutions, ses solutions. Et il est apparu comme une véritable force de propositions :
Contre-projet sur le rapport Sudreau, importants documents sur les options du 7ème plan, plan économique du Parti Socialiste, propositions sur l'Education nationale?
Contre l'arbitraire, le Parti a affirmé sa solidarité avec les appelés emprisonnés, a plaidé pour leur libération, comme il s'est élevé contre les abus du Pouvoir, et, au niveau de l'information, des mesures contre les fonctionnaires.
Textes en ce qui concerne le foncier !... Il a également fait des propositions sur une loi cadre de la consommation, pour la Sécurité sociale, pour le logement, pour les contrats de pays.
Et je dois souligner la liaison efficace qui s'est établie, je le dis, Gaston Defferre est là, entre les Commissions parlementaires d'étude, les Commissions d'étude du Parti, et le groupe des experts. De très bonnes liaisons s'installent et permettent par conséquent un travail beaucoup plus efficace.
Il convient de souligner d'ailleurs, au milieu de tous ces apports qui sont importants, l'effort personnel fourni par le Premier secrétaire, et la force de ses interventions dans la définition publique des positions du Parti. Je rappelle son intervention sur le programme économique du Parti à la tribune de l'Assemblée Nationale, les conférences de presse de François Mitterrand, notamment sur les libertés, sur le programme économique du Parti, qui a eu un accueil significatif de toute la presse spécialisée, sur le logement, ainsi que le succès de son débat télévisé avec le ministre des Finances, une démonstration claire pour le pays de la rigueur du programme économique du Parti Socialiste.
Voilà, rapidement, et on pourra revenir dans le détail sur tel ou tel aspect, des activités du Parti depuis un an. Tout ce que j'ai mentionné, c'est depuis une année.
Maintenant, voyons le bilan, et on terminera par-là.
Le budget, c'est toujours plus difficile. Le trésorier Emile Loo pourrait vous en parler, il nous faut tenir cette progression, et je dois dire que le projet de budget du Parti dépasse le milliard d'anciens francs.
La souscription nationale, on en reparlera sans doute dans les prochains mois, mais je donne quelques chiffres :
A l'appel du Parti, 22 800 militants ont répondu et ont apporté 2 500 000 nouveaux francs.
Nous avons recommencé, en mai 75, un appel a été lancé au sein du Parti ; il a rapporté 83 000 F.
Dans un troisième temps, un appel a été lancé aux fédérations et sections, et il est en cours, afin qu'elles souscrivent à titre collectif. Cet appel a jusqu'ici rapporté pour les sections 42 100 F, et pour les fédérations, 226 900 F.
Il y a naturellement des fédérations qui doivent encore apporter leur contribution. Tout cela représente un total de 3 millions.
Alors, il nous faudra reprendre l'effort, l'accélérer, pour nous dégager, eh bien,

Collection Jean Daniel

ma foi, de l'achat de cet immeuble qui, compte tenu de la poussée du Parti, était absolument indispensable et qui nous a permis et nous permet par conséquent de travailler dans de bonnes conditions, mais qui, je crois, a servi l'autorité, le rayonnement du Parti, là où il est situé.
Les effectifs : en ce qui concerne les effectifs, il y a maintenant, c'est un peu naturel, une sorte de tassement. Je crois tout de même que dès la rentrée il sera souhaitable d'avoir ce souci au niveau des fédérations.
Je rappelle les chiffres : en 1970, 71 000 adhérents ; en 1972, 92 000 ; en 1973, 107 000 ; en 1974, 137 000 ; et en 1975, 149 000.
En 1976, si nous faisons la comparaison entre avril 1975 et avril 1976, nous sommes en retard de 2 444 feuillets, et nous sommes en avance de 61 344 timbres. Autrement dit c'est une situation un peu étale. Nous étions tellement habitués à connaître une progression que je suis persuadé que dans ce domaine - et sans doute la discussion pourra rebondir - il est indispensable d'avoir le souci de recruter.
Sur le plan électoral, nous avons eu les élections cantonales, et vous en connaissez les résultats : une poussée spectaculaire du Parti Socialiste qui atteint 26,5% des voix ; une victoire de la Gauche Unie, 52,4% des voix, 850 conseillers généraux Socialistes, 26 conseils généraux désormais présidés par des Socialistes, dont 9 présidences nouvelles, et l'échec de ceux qui se sont opposés à la stratégie de l'union de la Gauche. Voir les résultats de la Loire-Atlantique et des Pyrénées-Orientales. En plus, la satisfaction de voir à pied d'œuvre une nouvelle génération sur le plan du mandat dans les assemblées départementales.
Le prestige et l'audience du Parti à l'étranger s'est renforcé. Je n'ai plus besoin de souligner l'importance des réunions, dont celle de Paris entre les partis Socialistes d'Europe du Sud ; l'importance de notre soutien continu aux Socialistes du Portugal pour les aider à assurer la révolution démocratique et Socialiste dans leur pays, en Espagne où la mort de Franco ouvre à nos camarades la chance de faire éclater les vestiges du fascisme et d'amener le pays à une rupture démocratique. Qualité de l'accueil réservé à nos délégations et à notre Premier secrétaire dans des Commissions aussi importantes que les suivantes : délégation en URSS, délégation à Cuba, en Algérie, au Portugal, aux Etats-Unis, et bientôt en Hongrie.
Voilà par conséquent le bilan d'un an, puisque notre dernière Convention ordinaire s'est tenue en juin dernier.
Je veux terminer, camarades, en insistant sur le dernier volet, la nécessité d'un parti uni et d'un parti cohérent.
Ce parti qui grandit voit son audience s'accroître, tant dans notre pays qu'à l'étranger. Ce parti dynamique, il travaille, il se veut prêt à gouverner demain. Peut-il se permettre de graves manquements à la discipline qu'il s'est donnée et à sa cohérence intérieure ? C'est la question.
Nous faisons les efforts nécessaires, au sein de la majorité, et je crois que ces réunions que nous avons au secrétariat ont justement pour but d'accroître encore la cohésion de cette majorité.

Les difficultés avec la minorité, elles sont réelles, sans doute en parlera-t-on tout à l'heure : expression publique dans la presse extérieure du Parti contradictoire avec les positions du Parti - on pourrait reprendre les différents articles -, diffusion au sein des fédérations de consignes également contradictoires avec ces positions - l'exemple le plus regrettable, c'était nos divergences en ce qui concerne le Portugal ; organisation de rencontres nationales se substituant à celles du Parti ; c'est le projet de Reims, il n'a pas été tenu, mais peut-être faut-il en parler ; présentation d'un courant du Parti, pour lui-même et un peu trop par lui-même, comme seul représentant authentique de la stratégie et de la doctrine qui sont celles du Parti tout entier.
Il n'est pas question d'uniformité. Nous avons un parti qui est organisé sur la base de la représentation proportionnelle, ce qui lui donne de la vie, et il n'est pas question où que ce soit de ne pas permettre l'expression des idées, et le dialogue. Seulement dès lors qu'on s'adresse à l'extérieur, il est absolument indispensable que le Parti apparaisse cohérent et apparaisse uni.
C'est pourquoi une Commission a été mise en place, avec l'accord de tous, la Commission Jaquet. Ce groupe de travail sur les relations entre les courants au sein du Parti s'est réuni déjà deux fois sous la présidence de Gérard Jaquet, il arrive à ses premières conclusions. Si un accord intervient à ce niveau, et je le souhaite comme chacun, pour une meilleure conception des rapports entre la majorité et la minorité du Parti, il est indispensable que nous ayons une sorte de code de bonne conduite respecté par tous. C'est indispensable. Mais chacun sait bien que ces problèmes là ne seront surmontés que s'il y a un véritable esprit de conciliation, un respect des règles, et aussi un respect mutuel qui doit présider à toutes les initiatives, et tout simplement le respect de la discipline à l'intérieur de notre Parti, et surtout dès que l'on s 'adresse à l'extérieur.
Personne sans doute ne remet en cause l'unité du Parti, mais trop de camarades en prennent à leur aise avec les devoirs qu'impose l'unité.
En conclusion, je crois vraiment que ce Parti a bien travaillé. Son ambition est grande, elle est justifiée. La réalisation de nos espoirs communs dépend de nous, et je crois que les résultats que nous avons obtenus sur le plan de l'animation sont nombreux. Ceux qui ont été obtenus sur le plan politique, non seulement par l'impact dans l'opinion, mais encore par les succès électoraux, sont importants.
Je crois que nous pourrions apporter quelque chose de supplémentaire ce matin et tout à l'heure, dans la tenue de notre Congrès consacré aux élections municipales, c'est affirmer davantage notre cohésion, par conséquent notre cohérence, c'est affirmer davantage notre unité.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Pierre Mauroy.
Notre Congrès extraordinaire n'est pas encore commencé, cependant les télégrammes arrivent. Nous recevons au nom de François Mitterrand deux télégrammes, l'un du Parti norvégien qui nous souhaite le meilleur succès, et l'un du Parti Socialiste Ouvrier espagnol qui adresse au Parti Socialiste français

ses fraternelles salutations, et lui souhaite le plus grand succès à l'occasion de son Congrès extraordinaire. Sincèrement vôtre, et pour le Socialisme ! Signé Lopez Real, Secrétaire international du Parti Socialiste ouvrier espagnol.
Je vais demander au Premier secrétaire s'il désire ajouter quelque chose au rapport de Pierre Mauroy. Sinon nous allons entamer tout de suite la discussion.
Il faut que cette discussion, étant donné l'heure, soit aussi bien organisée que possible, et je vais prendre les inscriptions. Je m'excuse de ne pas vous connaître tous, et je vous demande de bien vouloir vous lever et donner votre nom, si vous désirez vous inscrire, afin que je puisse dresser une liste.

Pierre Guidoni

Je ne sais pas du tout de combien de temps nous disposons encore. Il va sans dire que nous pourrions très probablement éviter de prolonger à l'excès la discussion avec un minimum d'organisation du débat, et comme il est de tradition en pareil cas en essayant, si cela est possible, de regrouper les interventions ou de voir comment on peut harmoniser les choses.
Je ne sais pas ce qu'a prévu le Secrétariat pour l'organisation même des débats, s'il y a un temps de parole défini et s'il y a possibilité, à l'intérieur de ce temps de parole, d'organiser les choses, et je souhaiterais à ce moment là une très courte suspension de séance pour que chacun puisse le faire.

Le président - Nous disposons grosso modo d'une heure et demi à peu près. Il est 11 heures et demi, nous pouvons aller jusqu'à 13 heures. Une heure et demi de discussion, cela permet déjà une discussion assez ample, et je vous propose la procédure suivante : nous allons prendre les inscriptions. Si elles sont très nombreuses, à ce moment là nous envisagerons de faire un partage et éventuellement de fixée un temps de parole.
Je vais donc demander à ceux qui désirent intervenir de bien vouloir se lever et indiquer leur nom et leur fédération.
J'ai donc comme inscrits Guidoni, Jean Rous, Pierre Joxe, Baldi (?), Massart, Castillat, Jean Maire... Legrand.
J'ai entendu plusieurs camarades proposer la clôture. Est-ce que vous êtes d'accord ? Bien.
Dans ces conditions, nous avons par conséquent une douzaine d'inscrits, nous disposons à peu près de 90 minutes, et si les camarades veulent bien s'en tenir à 5 à 7 minutes, - et vous savez, on peut déjà dire pas mal de choses - je crois que nous pourrons avoir un débat qui ne sera pas limité et qui permettra à chacun de s'exprimer.
Est-ce que tout le monde est d'accord ?
Guidoni n'est pas d'accord !

Pierre Guidoni

Non, je ne suis absolument pas d'accord, pour des raisons qui sont d'ailleurs

évidentes à l'ensemble des camarades. Nous avons eu pendant les mois qui se sont passés, et c'est l'objet du débat, toute une série de discussions, souvent importantes. Pierre Mauroy a résumé sur l'ensemble de ces problèmes, et c'était son droit et son devoir, l'opinion qui est celle de la direction du Parti. Sur tel ou tel point, sur quelques unes des appréciations ou même sur quelques unes des questions de fait qu'il rappelait, on peut être amené à exprimer une opinion ou un avis, et on peut même être amené le cas échéant à motiver cette opinion ou cet avis.
Moi je ne souhaite pas être long, je ne veux pas lasser la patience des camarades, mais il est clair que j'ai à exprimer un certain nombre de choses qui prendront probablement un peu plus de sept minutes.

Le président - Tu les auras, il n'y a pas de problème.
Nous commençons par conséquent le débat, et le premier orateur inscrit est Guidoni. Par conséquent il va tenir sa parole en dépassant les sept minutes !

Pierre Guidoni - La première chose que je voudrais dire, c'est que je crois que nous devons nous féliciter des mesures prises par la direction du Parti pour l'organisation de ce débat. Même si la salle est un peu petite, elle présente au moins l'avantage que nous nous y retrouvons entre nous, et que par conséquent nous n'aurons pas à apporter à nos propos les limitations bien naturelles qui sont nécessaires lorsque nous avons devant nous la presse...
(Mouvements divers)

Le président - On peut penser ce qu'on veut de ce que dit Guidoni, mais c'est lui qui a la parole !

Pierre Guidoni - Je crois que le rapport de Pierre Mauroy appelle évidemment beaucoup de précisions, d'explications, puisqu'il porte sur une longue période, marquée par beaucoup d'événements politiques, marquée par beaucoup d'événements importants de la vie du Parti.
L'un de ces événements - j'y reviendrai simplement en conclusion - est bien évidemment le fait que, ce qui n'était pas le cas depuis Epinay, cette période de la vie du Parti a été marquée par l'existence, dans le Parti, d'une majorité et d'une minorité, a été marquée par un certain nombre de débats, un certain nombre de discussions. Elle a été marquée aussi, et cela prouve au moins que l'un n'est pas contradictoire avec l'autre, par des succès considérables de notre Parti, par une grande avancée de notre Parti dans l'opinion, ce qui a bien montré que finalement la vie démocratique de notre organisation, le fait qu'il y ait en son sein des débats, et des débats importants, c'était d'une certaine façon un des éléments de l'attraction qu'il exerce sur une grande partie de notre peuple ou, en tous les cas, ce n'était pas un obstacle à cette attraction.
Je crois que ce sont là, bien entendu, des éléments dont nous pouvons tous ensemble nous réjouir et il y a là-dessus, je crois, unanimité entre nous pour nous féliciter de ces succès, qui sont ceux du Parti tout entier.

Fondation Jean Jaurès

Il reste, bien sûr, un certain nombre de points sur lesquels je voudrais essayer de retenir le plus rapidement possible.
Le premier porte sur le fonctionnement du Parti.
Au fond, les débats qui ont eu lieu entre nous peuvent se regrouper en deux points ; nous avons là à parler de l'action de la direction, et finalement cette action est double : elle est la vie même de l'organisation, son fonctionnement, sa démocratie interne, l'application de ses statuts, et elle est, par ailleurs, la réponse à l'actualité, l'action politique, l'application du mandat reçu au Congrès précédent.
Sur le premier point, je ne vais pas le cacher, je ne vais pas le dramatiser non plus, il y a eu un certain nombre de divergences et un certain nombre de débats.
Je ne partage pas entièrement la vision qu'a donnée Pierre Mauroy tout à l'heure ni la satisfaction un peu sans nuances ou sans mélange, qu'il avait quant au fonctionnement même du Parti. Pour l'appareil central du Parti, nous sommes quelques-uns à penser qu'il s'est peut-être à l'excès compliqué et alourdi et au moment où des groupes de travail se penchent sur le problème de la communication dans le Parti et se rendent compte que cette communication est de plus en plus difficile, qu'il est de plus en plus difficile d'établir un lien entre l'ensemble des éléments qui forment la structure même de notre organisation, peut-être peut-on se demander si cet enchevêtrement de responsabilités, cette accumulation d'organismes, n'est pas aussi l'un des éléments qui empêchent le fonctionnement normal des diverses instances qui devraient suffire à régler l'ensemble des questions qui se posent à nous, quitte à s'entourer des collaborations qui s'imposent, et je pense au Secrétariat, bien sur, mais au Bureau exécutif, au Comité directeur, à la Convention nationale, c'est-à-dire à l'ensemble des secrétaires fédéraux, bref à ce qui fait l'armature du Parti telle qu'elle est prévue dans nos règles statutaires.
Il y a eu un certain nombre d'éléments plus ponctuels, mais qui nous paraissaient inquiétants parce que significatifs de l'état d'esprit en train de se développer dans bien des domaines.
Je pense, notamment, aux situations troublées qu'ont vécues ou que vivent encore un certain nombre de fédérations. Je ne veux pas y revenir en détail.
Ce sont les difficultés qui se sont élevées à la suite de blocages, dont la responsabilité revenait sans doute à une appréciation trop optimisme au départ sur les possibilités de travailler en commun dans la fédération de la Loire, et le fait que les mesures qui ont été prises, qui ont mis longtemps à trouver leur équilibre, et qui n'ont pas encore produit leurs effets de façon définitive, n'étaient pas, à notre avis - et nous l'avons dit à maintes reprises - de nature à rétablir vraiment la situation.
C'est vrai aussi d'un problème qui n'est pas aujourd'hui tranché, mais qui est un des problèmes qui nous inquiètent, qui est la situation actuellement dans la fédération de Loire-Atlantique, sur laquelle le Comité directeur aura prochainement à se prononcer.
C'est vrai, je ne vais pas y insister non plus, en ce qui concerne le Mouvement de la Jeunesse Socialiste et les étudiants Socialistes, où une volonté d'agir en

marge des règles statutaires, des mesures d'exception qui, à notre avis, n'étaient pas entièrement justifiées par la situation, un sectarisme sans doute excessif dans certains cas, une sorte de "chasse aux sorcières" un peu inquiétante, ont conduit à des difficultés graves et non pas à résoudre les problèmes qui se posaient.
Tout cela, nous sommes convaincus que ce sont des problèmes sérieux, que ce sont des problèmes sur lesquels nous aurons encore à réfléchir ensemble et je souhaitais qu'ils soient quand même évoqués, au moins brièvement.
Il y a d'autres problèmes qui, eux, touchent à la politique générale. Je dois dire que Pierre Mauroy m'a paru expédier un peu rapidement un certain nombre de questions qui ont pourtant posé problèmes entre nous, qui ont pourtant été l'objet de très grandes discussions.
On pourrait parler - il en a parlé un peu - de la politique internationale, on pourrait parler d'un certain nombre de décisions que nous avons eu à prendre sur le plan de la politique intérieure, on pourrait parler de ce qui, en vérité, est pour nous plus une interrogation qu'une critique à la direction et je voudrais bien que ce que je dis soit pris comme tel, qui est le fait que souvent et je vous assure que c'est un sentiment que nous avons à maintes reprises, et peut-être un peu plus ces temps-ci - nous ne savons pas très bien, sur tel ou tel point, où en sont exactement la pensée et la réflexion de la direction du Parti.
Ah ! Sur un problème comme le Portugal, nous avons eu suffisamment de débats, et suffisamment approfondis, pour savoir exactement, les uns et les autres, où nous en étions, et je suis persuadé que ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de faire la lecture croisée du livre que vient de publiée Mario Soares et de la série des textes publiés par le Comité directeur y auront trouvé matière à d'amples réflexions.
Mais, sur d'autres questions, et entre autres sur l'ensemble des conceptions
de politique étrangère, notamment sur la façon dont nous situons notre stratégie dans une politique internationale à l'échelle de l'Europe, eh bien ! Il me semble qu'il y a, je ne dirai pas discordance - après tout, c'est Pierre Mauroy et non moi qui a parlé de "direction multiforme" mais au moins des nuances d'appréciation, au moins des différences relativement sérieuses.
Là-dessus, il nous semble qu'il est très difficile de ne pas arriver à davantage de clarification et nous sommes prêts, pour notre part, à participer à cette discussion, à ce débat.
Un autre problème serait - et là, ce n'est ni Pierre Mauroy ni moi qui l'avons posé, il a été posé par les hommes du pouvoir - le problème des rapports entre la conception même que l'on se fait du Parti et les responsabilités qui vont lui échoir, nous l'espérons tous, dans une période proche, des relations entre le Parti et l'Etat, des relations entre le Parti et le pouvoir, du rôle que nous fixons au Parti dans cette nouvelle période, dans cette nouvelle étape, de la conception que l'on a de son action et de son existence au moment où il va avoir à déléguer un certain nombre de camarades au gouvernement. Voilà qui me paraît l'un des sujets sur lesquels bien des opinions s'expriment à travers le Parti, parfois à travers la majorité du Parti, et sur lesquels on pourrait réfléchir utilement ensemble ; ce serait plus utile qu'un certain nombre de polémiques ou de

blocages dont nous avons souffert l'an dernier.
Pour ma conclusion, je voudrais prendre trois exemples, en vous demandant de croire que je pourrais en prendre d'autres.
Il y a un premier exemple que, je crois, Pierre Mauroy n'a pas cité, qui a été la réaction unanime du Parti, le réflexe de solidarité du Parti, lorsque nous avons été attaqués sur le problème de l'armée, le fait que, sur un problème comme celui-là, nous soyons arrivés très vite, avec beaucoup de cohésion et pas d'une manière équivoque, à réagir ensemble face à l'attaque du pouvoir.
Un deuxième exemple, c'est la façon - cela, tu en as parlé - dont nous avons, partout - et là on ne se demandait pas si les candidats ou les fédérations étaient majoritaires ou minoritaires, si c'était le courant 1 ou le courant 2... - mené cette grande bataille des cantonales, qui, je crois, a été une étape importante dans la croissance du Parti.
C'est la façon, enfin, dont nous réagissons tous quotidiennement par rapport à ces attaques tous azimuts qui sont actuellement adressées par les hommes du pouvoir giscardien contre notre Parti et contre l'union de la Gauche.
Je crois qu'il y a là, tout simplement, l'expression d'une profonde nécessité Cette profonde nécessité - on me reprochera de dire tout le temps la même chose, mais si je dis tout le temps la même chose c'est probablement que je le pense ! C'est de rassembler le Parti. Nous sommes ce que nous sommes, avec nos idées, ce que nous représentons, sans doute une certaine conception du Parti, sans doute une certaine conception de la politique du Parti et de la ligne du Parti, mais nous pensons que finalement ce n'est pas si négatif pour un Parti comme le nôtre ; nous pensons au contraire - nous avons la faiblesse de le croire - que nous apportons un certain nombre de choses dans les débats et dans l'action et que dans les mois et les années qui viennent, on s'en apercevra de plus en plus.
C'est en tout cas dans cet esprit de l'union nécessaire, de nécessité de rassembler le Parti, après la nécessaire clarification politique, après les débats que nous devons avoir entre nous, et pas à moitié mais jusqu'au fond, que nous nous prononçons aujourd'hui, à cette tribune, sur le quitus, en disant que pour cette période, c'est vrai, il y a un certain nombre de fédérations, un certain nombre de camarades qui s'abstiendront, mais que leur vœu est que ce soit la dernière fois qu'ils aient à le faire ; et puis, après tout, la seule raison pour laquelle ils posent des questions, c'est parce qu'ils espèrent avoir des réponses, il n'y a pas d'autre arrière-pensée.
(Applaudissements)

Le président - Merci Guidoni, tu t'es tenu dans les limites qui étaient convenues... je dois dire que tu as pratiquement doublé ton temps de parole.
(Mouvements divers)
Ceci posé, avant de donner la parole à Jean Rous, je voudrais faire une annonce qui sera désagréable à certains, et je m'en excuse ; je constate que l'atmosphère s'épaissit et qu'il serait souhaitable, pour les camarades qui peuvent s'en abstenir, qu'on ne fume pas dans cette salle… (applaudissements)... Je les en remercie à l'avance.

Contribution Jean Lafay

La parole est maintenant à Jean Rous, pour 7 minutes.

Jean Rous

Camarades, je voudrais faire quelques réflexions sur le rapport de Mauroy.
Je ne considère pas ce rapport, que j'ai écouté attentivement, comme manifestant totalement un optimisme irénique ou une autosatisfaction puisque j'en retiens que, pour être à la hauteur du bon vent, s'il pousse - et dont nous nous félicitons tous, mais qui ne tient pas qu'à lui, qui tient à la maturité croissante de l'opinion envers une solution Socialiste - il faut remplir trois conditions : renforcer le Parti sur le terrain de la formation, sur le terrain de l'implantation et sur le terrain de l'unité.
C'est sur ce dernier problème que je voudrais faire quelques réflexions.
L'unité, pour ma part, je ne l'ai jamais considérée comme une unité monolithique. Selon une expérience, hélas déjà ancienne, j'ai plusieurs fois vu rompre l'unité du Parti Socialiste qui n'était Socialiste que de nom. Par conséquent, je suis pour l'unité sur la base d'un programme et d'une stratégie. Cette unité, telle qu'elle est issue du Congrès d'Epinay, eh bien je suis partisan de la préserver comme, selon l'expression consacrée, la prunelle de nos yeux, pour la bonne raison que nous avons atteint une unité dans la diversité et j'espère que ce Conseil national, et le Congrès seront le point de départ d'un ressaisissement commun, d'un courant destiné à renforcer et fortifier cette unité.
En réalité, cette unité a été mise à l'épreuve à Pau et elle a été rompue pour des raisons qui ne peuvent pas s'expliquer sur le plan des principes et de la politique, puisque chacun, à en juger par les deux motions contradictoires, était fidèle au principe du Parti, au compromis d'Epinay.
Cette unité, par conséquent, a été rompue pour des raisons d'organisation interne au Parti, pour des raisons de comportement, par conséquent pour des raisons qui sont mises en question, comme l'a dit Mauroy, et comme l'a confirmé Guidoni, par tous, en ne le disant pas.
C'est donc une Commission, la Commission Jacquet, qui est une Commission importante, qui doit être, à mon avis, le moyen de refaire l'unité du Parti, et alors qu'il y a unité dans les principes, il doit y avoir unité dans les responsabilités, à la condition que chacun y mette du sien, et la condition essentielle est que cette Commission aboutisse à des propositions qui permettent de mieux harmoniser les querelles de tendance ou les débats de tendances à l'intérieur du Parti, et cela, je crois, est actuellement possible.
S'il y avait un fossé entre nous, sur le plan des principes, je dirai : non, le parti, à ce moment-là, a besoin d'une opposition pour l'empêcher de virer à droite, mais comme il n'en est pas ainsi, je crois que le seul moyen de consolider l'unité du Parti sur ses positions actuelles, c'est de recréer la majorité qui existait avant Pau, mais cela n'est possible que si chacun y met du sien, et le premier problème, précisément, est d'aboutir à un code de bonne conduite et à un statut de tendances qui permettent de sauvegarder les mouvements associés qui sont indispensables au Parti, qui peuvent permettre d'enrichie sa doctrine sans

interférer dans sa stratégie et sa tactique.
En ce qui concerne les tendances proprement dites, c'est-à-dire les courants qui interfèrent mais nécessaires, et c'est leur droit aux termes des statuts, dans la stratégie et dans la tactique, il faut absolument réglementer leur comportement.
Il n'est pas possible que certaines tendances deviennent des fractions qui constituent des partis dans le parti. Il est nécessaire de sauvegarder leur liberté de discussion et leur liberté de comportement, mais à la faveur d'un régime que cette Commission a précisément comme but de définir, et ce régime, à mon avis, ne doit pas être un régime classique qui a mauvaise réputation en droit français, que l'on appelle l'autorisation préalable, mais ce doit être un régime de l'information préalable, de telle manière qu'il ne soit pas possible de faire des meetings extérieurs dans lesquels on condamne la politique du Parti, mais qu'il soit au contraire possible de faire des réunions internes pour discuter de la politique du Parti.
Voilà le régime qui s'impose et j'ai l'espoir précisément que les épreuves qui nous attendent sauront susciter chez nous, sur la base de principes qui nous sont désormais communs, un sursaut d'unité dans le bon sens du mot, qui permettra de mieux rentabiliser et mieux rééquilibrer notre Parti.
Nous devons être dignes du courant qui nous porte et il faut non seulement une organisation à la hauteur mais un esprit d'unité dans la diversité, digne des meilleures traditions du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Joxe.

Pierre Joxe

Camarades, je serai très bref parce que ce que je voudrais apporter, c'est quelques éclairages par rapport au rapport de Pierre Mauroy, qui m'a paru un peu administratif.
Un rapport sur l'activité et l'évolution, est un résultat, un bilan ; c'est important et je crois que son rapport, sur ce point, était complet.
C'est vrai que les résultats sont très encourageants, mais un rapport d'activité, après un an, pour une Convention qui se trouve précéder un Congrès extraordinaire ne peut rester exagérément détaché des problèmes politiques fondamentaux.
Je pense que le bilan retracé devant vous l'est dans un éclairage politique qui mérite d'être souligné, à la fois en ce qui concerne le début d'un approfondissement idéologique de notre Parti, en ce qui concerne une réflexion et un débat sur ce que c'est que la stratégie de l'union de la Gauche, et aussi une évolution très importante concernant notre unité sur le plan tactique, et je pense en particulier, au Comité directeur préparant ce Congrès.
Alors, début d'approfondissement idéologique.
Nous avons fait un Parti, à Epinay, sur une base purement stratégique ; l'union de la Gauche a servi de thème au rassemblement des Socialistes. On peut dire

que c'était sous-tendu par une idéologie de lutte de classes, mais cette idéologie n'était nullement explicitée.
C'est bien l'union qui a conduit, avec l'ensemble des forces de gauche, aux succès que nous constatons, année après année, mais ce qui est souvent c'est que cette réflexion idéologique dans le Parti a organisé la production intellectuelle d'un certain nombre de camarades qui ont publié des livres, publié des articles, publié des revues, qui organisent, autour de Martinet et de Pronteau, successivement, et de l'institut de recherches, des colloques, conduisant à une réflexion idéologique qui n'est pas, je crois que c'est important de le souligner, limitée, parce que cette production idéologique est prolongée par un travail au niveau de l'information qui a pris une ampleur certaine ; je pense simplement au nombre des tirages des brochures, au nombre des stages et, à ce sujet, je crois qu'il faut souligner qu'en ce qui concerne ces brochures, les projets dont on parle, il ne s'agit pas seulement d'un aspect quantitatif et, quand on les lit, quand on écoute ce qui se passe dans les stages, on y trouve l'expression d'une idéologie politique, et cela c'est nouveau.
C'est un premier point qui me paraît très important, parce qu'en fait les petits colloques qui vont avoir lieu, dans notre parti, je crois, confirment, affirment une certaine orientation idéologique et que c'est quelque chose qui va devenir, au fil des années, un aspect important de la vie de notre Parti. Or, c'est important, pas pour le plaisir des idées, mais parce qu'au fond cela rejoint mon deuxième point : pas de stratégie durable, pas de stratégie claire, pas de raison fondamentale de pratiquer l'union de la Gauche si cela ne se fonde pas dans une certaine idéologie.
Or, à ce sujet, notre réflexion sur la stratégie de l'union de la Gauche s'était ouverte au moment où, avec une certaine inquiétude, plusieurs d'entre nous avaient constaté que, par exemple, la deuxième étape de l'élargissement de notre Parti, les assises du Socialisme, avaient eu l'air de marquer une espèce de recul par rapport à l'unité du Parti.
Vous savez qu'on a relevé le texte final des assises du Socialisme comme contraire au programme commun de gouvernement. Coquille peut-être, mais les coquilles ont toujours une certaine signification inconsciente ou préconsciente.
Le débat qui s'est ouvert entre ceux qui étaient considérés comme unitaires avant tout et d'autres qui pensaient que c'était, en vérité, l'objectif de l'autogestion qui formait l'idéologie du Parti Socialiste, ce débat - et en particulier, je pense à un colloque organisé il y a quelques semaines -, a montré que ce n'était pas une dispute, que ce n'était pas une polémique, que c'était une question sérieuse qui méritait réflexion et qu'on trouvait, là aussi, une certaine unité possible et, en tout cas, souhaitée, par beaucoup.
Or, il se trouve que c'est dans la même année qu'on a vu s'approfondir le débat idéologique, qu'on a vu se confirmer les bases de notre stratégie et qu'on a vu seulement aboutir, il y a quelques semaines, un accord imprévu sur le plan tactique avec le Comité directeur où les deux courants de notre Parti sont tombés d'accord sur un texte unique à présenter au Congrès qui s'ouvre tout à l'heure, pour la tactique aux élections municipales.

Pourquoi était-ce important ? Parce que vous vous souvenez que le Congrès national ordinaire d'il y a un an avait en particulier été marqué par le débat entre deux textes qui, pour les uns, s'opposaient essentiellement sur ce problème des élections municipales, pour d'autres, dont je suis, ce n'était pas là l'opposition principale.
Ce qui importe, c'est qu'un an après, le Comité directeur, tous courants confondus, courants ou sous-courants, tombe d'accord pour proposer à l'ensemble du Parti une tactique. C'est un événement ressenti dans toute l'opinion publique, mais d'abord dans le Parti, - Il s'agit d'un texte qui, par la suite, a subi quelques changements, entre le Comité directeur d'il y a quelques semaines et le Congrès de tout à l'heure, et qui sera marqué par quelques remue-ménage, et peut-être que les bagages, mal arrimés en fond de cale se sont un peu entrechoqués, mais cependant, aboutir, après un an, et je dirai plutôt un an après le Congrès de Pau, à cette position qui, je crois, va être confirmée cet après-midi et demain, c'est un phénomène très important.
Or, je crois que c'est une analyse politique qui méritait d'être un peu ajoutée au rapport d'activité de Pierre Mauroy.
Oui, dans la mesure où notre Parti ne se contente pas d'être une machine politique à gagner des élections, mais qu'il considère que son action se fonde sur des idéologies, que sa stratégie s'y rattache, qu'elle conduit à une tactique sur le plan électoral, alors oui, à ce moment-là, toutes les conditions sont remplies pour que notre Parti traverse de mieux en mieux les inévitables tensions qui auront lieu. Je crois que c'est là-dessus qu'il faut se fonder pour l'avenir, bien davantage que sur un comportement qui a son utilité, mais qui n'aurait aucun avenir s'il n'y avait pas à la base un accord sur des conceptions politiques.
Je crois que cet accord il existe et peut se manifester plus tard, dans la journée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Baldi (?).

Baldi

La mode giscardienne est, dit-on, à la décrispation. On ne s'en est pas tellement aperçu d'ailleurs, en écoutant les déclarations de M. Chirac et de M. Poniatowski ou de M. Lecanuet. La Gauche n'y a jamais beaucoup crû, mais si je prends la parole au cours de cette Convention - et je n'en abuse pas puisque c'est seulement la seconde fois depuis Epinay - c'est afin de souhaiter que cette décrispation dont on vous a parlé réunisse et s'établisse d'abord au sein de la Gauche. Il me semble, d'ailleurs, que nous sommes actuellement sur la bonne voie, aussi bien dans nos rapports avec nos amis radicaux qu'avec les Communistes, et je pense, pour ma part, que cette attitude nous la devons à ce climat, nous la devons aux décisions très nettes qui ont été prises par nos responsables nationaux et, particulièrement, dans l'affaire des Pyrénées orientales, grâce aux engagements précis aussi qu'elle a su prendre au bon moment dans le droit fil de la motion de Pau et du Congrès d'Epinay.

Fondation Jean-Jaurès

La décrispation est également nécessaire au sein de notre Parti ; les orateurs qui se succèdent aux tribunes des Congrès et de nos Conventions sont souvent assez sévères, critiquant, accusant nos responsables de telle façon que, parfois, en peut se demander comment notre Parti, animé par de pareils responsables, peut arriver à recruter autant d'adhérents et obtenir de tels succès électoraux !
Je voudrais donc contribuer, pour ma part, à cette décrispation interne en déclarant ici ce que pensent un certain nombre de responsables fédéraux, souvent dans nos Congrès ou dans nos Conventions, mais également présents au travail militant.
Nous avons apprécié la très nette amélioration du fonctionnement des liaisons entre le siège et nos fédérations. Nous notons avec plaisir l'apparition de ce supplément "Responsables" que nous avions réclamé et qui facilite bien les choses puisque nos Secrétaires de sections reçoivent maintenant les indications sans que nous soyons obligés de distribuer des circulaires en permanence.
Nous apprécions également le bulletin qui nous est adressé, la qualité des stages de formation, les diverses brochures, le fichier maintenant à jour, qui constitue un instrument de travail précieux, etc. etc.
Et ce n'est pas là l'essentiel, l'essentiel étant, je crois, la facilité des contacts entre nous et les camarades du secrétariat national, que ce soit au Palais Bourbon, que ce soit à la Cité. Les fédéraux, je dois le dire, sont toujours bien accueillis, avec une très grande gentillesse aussi bien lors de nos visites que lorsque nous avons besoin de leur téléphoner. Je crois que nous devons remercier les secrétaires nationaux, les délégués permanents, les assistants, pour la compréhension et l'amabilité dont ils font preuve. (Mais il ne s'agit pas seulement d'autosatisfaction, et avant de conclure, je veux en effet émettre un vœu qui émane de ma fédération, celui de demander aux camarades qui se rendent dans les fédérations de ne pas faire 1000 km pour faire une seule réunion à la demande d'une fédération ou d'une seule section. Avec la même fatigue, avec 48 heures au lieu de 24, ne serait-il pas possible de planifier de véritables petites tournées régionales qui permettraient d'utiliser les connaissances de nos camarades parlementaires ou responsables nationaux à plein ?
C'est peut-être là un rôle de coordination que l'on pourrait confier aux comités régionaux de coordination précisément. On pourrait peut-être les charger de préparer, de programmer ces actions, mais cela ne peut se faire à notre avis sans l'appui de tout le Parti, sans la volonté de tous nos responsables. Cela suppose que se manifeste la solidarité de tous et je crois que maintenant il nous faut préparer de cette façon les prochaines victoires.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cormier, d'Indre et Loire.

Cormier (Fédération de l'Indre et Loire)

Je représente ici la fédération d'Indre-et-Loire où vient de se dérouler l'élection

partielle de Tours et j'apporte à la Convention les salutations de tous les militants d'Indre-et-Loire en général, comme j'apporte nos remerciements à tous ceux qui nous ont aidés pour cette campagne derrière Paul Lussault, notre candidat.
C'était là un combat assez difficile contre un représentant de la Droite sous son aspect le plus insupportable, une droite bornée, intolérante, autoritaire, dont les méthodes ont fait resurgir les sinistres souvenirs pour les plus âgés d'entre nous. Le 7 mai, à Tours, par exemple, on a vu le service d'ordre de M. Royer s'en prendre à la presse et pourtant à une presse qui d'habitude ne lui est pas tellement défavorable.
Dans ce combat difficile, le soutien du parti en la personne de ses orateurs nationaux, et particulièrement de son Premier secrétaire, a été apprécié à sa juste valeur par tous les militants de la fédération d'Indre et Loire.
Ce combat n'a pas permis, bien sûr, à la Gauche de remporter une victoire qu'elle était en droit d'espérer à la suite des progrès aux élections cantonales ; néanmoins, je crois qu'il a permis d'implanter davantage le Parti, non seulement à Tours, mais aussi dans toutes les communes grâce à la publicité, à la campagne que nous avons pu mener et au travail militant développé par les militants d'Indre et Loire comme par les gens qui nous ont aidés.
On a constaté des abstentions très nombreuses le 9 mai. Il y a sûrement eu le fait que la plupart des électeurs croyaient à un deuxième tour presque certain et peut-être sans malice pourrait-on dire que le candidat Royer n'a peut-être pas été sans faire dire par la presse que le ballottage était certain pour démobiliser un certain nombre de membres de l'électorat encore peu politisés.
Le succès relatif de M. Royer, puisqu'il perd plus de 1000 voix par rapport aux dernières élections, a peut-être été marqué par le fait que des gens qui se trouvaient autour de lui régulièrement ont depuis quelque temps été choqué par les méthodes employées à Tours pour assurer les élections.
Jusqu'à maintenant on avait affaire à un certain dévouement paternaliste… on pouvait aller plus loin, on a affaire maintenant à des méthodes plus rigoureuses... et je mets le mot entre guillemets !
Quant à l'électorat Communiste, on peut penser qu'il a été dérouté par un style de campagne qui correspond peu peut-être à ce qu'attend la base de ses militants et de ses électeurs.
En effet, le candidat était connu des milieux écologistes, était compétent, mais cette campagne était axée sur le point vert et dans la ligne d'union du peuple de France, et, finalement, si on nous reproche souvent, à l'intérieur du Parti, de mener parfois des combats de notables, il est un fait que ce fut là un combat de notables en ce qui concerne le Parti Communiste.
Le Parti Socialiste, pour sa part, derrière son candidat Paul Lussault, a axé son action sur le front de classes, le programme Socialiste, le programme commun et l'union de la Gauche. Ses options étaient opposées à la gestion capitaliste que, bien qu'il s'en récuse, approuve M. Royer.
Finalement, le candidat Paul Lussault fut le seul à maintenir son pourcentage de voix et ses voix par rapport aux inscrits et non aux votants depuis 1973, Royer

perdant quelques 7 ou 800 voix, et le Parti Communiste, pour sa part, reculant au point de vue relatif comme au point de vue du nombre de voix absolu, ce qui démontre à la fois la justesse et l'efficacité de l'union de la Gauche et le danger que fait courir à la Gauche la manœuvre qui consiste à s'écarter, fut-ce, sous la bannière du point vert ou sous la stratégie du peuple de France, du programme commun, et nous sommes fiers de nous montrer les meilleurs dans la Gauche...

Le président - Je pense, camarades, que l'exiguïté de la salle rend absolument impossible toute espèce de conversation particulière. On a toujours cette tentation, mais nous ne sommes pas ici pour très longtemps, je vous demande d'écouter les orateurs sans nouer ces conversations qui font un brouhaha qui finalement empêche toute espèce d'audition.

Cormier - Je disais donc que nous étions fiers en Indre-et-Loire et à Tours de nous montrer les meilleurs dans la Gauche à l'issue de ce scrutin et les mieux placés pour affronter les tenants du capitalisme.
Nous devons en même temps constater que les travailleurs mesurent leur confiance à nos partenaires Communistes dès qu'ils se refusent au combat de classes et cette désaffection se traduit par des abstentions qui affaiblissent le parti Communiste, ce qui n'est pas notre problème, mais aussi l'union de la Gauche tout entière.
Je ne veux pas abuser du temps, et dépassant le cadre de l'élection partielle de Tours, je veux rappeler combien la fédération s'est félicitée de tous les progrès aux cantonales, puisqu'il a été gagné 3 sièges au conseil général, ce qui est important, compte tenu du fait que la Gauche était encore très peu représentée.
Nous avons vu le rayonnement croissant du Parti au niveau national et international et ici, pour rejoindre les interventions précédentes de Joxe, par exemple, nous voudrions dire combien nous sommes attachés au renforcement de l'unité, de la cohésion du Parti.
C'est pourquoi la fédération d'Indre-et-Loire, consciente de l'action des dirigeants du Parti a été menée sans défaillance dans le sens des orientations du parti pour l'union de la Gauche, appelle la Convention à approuver l'action des organismes nationaux du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Massard.

Massard

J'interviendrai en tant que membre du Comité directeur appartenant à la province ; ceci est important quant au problème de la communication particulièrement entre la majorité et la minorité.
En ce qui concerne le quitus et son vote, il peut y avoir deux définitions : ou un quitus administratif, où la majorité connaîtra exactement l'importance d'une autosatisfaction et la minorité celle de son insatisfaction.

Après avoir fait le bilan, il faut connaître nos insuffisances, il peut être intéressant pour les délais qui s'écouleront jusqu'au prochain Congrès de savoir comment nous allons nous organiser pour aboutir à ce qui semble être l'inquiétude, mais aussi le souci de la plupart des intervenants, à savoir comment le Parti peut être plus cohérent, plus uni ?
Membre du Comité directeur, je vous avouerai franchement que c'est avec surprise que j'ai été obligé de lire le Monde du 30 avril pour savoir que se tenait à Seillac une réunion très importante, mais surtout pour connaître les résultats de cette réunion. Cela me parait assez grave, les camarades du Parti me posant des questions sur tout ce qui s'était passé à cette réunion et moi étant incapable de pouvoir leur répondre.
Je pense qu'à ce niveau, et tu nous parlais tout à l'heure, Mauroy, des problèmes du télétype, du moins d'un certain matériel qui pourrait être utilisé, mais il me semble que déjà entre nous nous irions plus loin si nous pouvions communiquer sans être obligés de passer par le Monde !
La deuxième question qui est posée en même temps et qui nous était posée par rapport à cette réunion, c'est celle du contenu et particulièrement des trois phases qui étaient proposées et qui concernaient les problèmes de nos relations avec les syndicats, particulièrement au moment de la prise du pouvoir et où était indiqué que nous aurions besoin des syndicats, mais que nous aurions à veiller de telle sorte qu'ils revendiquent, mais pas trop.
Deux problèmes sont posés ainsi : le problème qui concerne les réunions qui peuvent se faire, et je rappellerais qu'au Comité directeur de janvier, il avait été promis qu'une réunion du type de celle de Seillac se tiendrait avec l'ensemble du Comité directeur. La seconde, c'est qu'il serait peut-être important de relancer une réunion, ce qui nous permettrait d'étudier de façon plus approfondie les trois phases qui doivent précéder la prise du pouvoir.
Je pense que si nous arrivions, avant le quitus, à avoir un certain nombre d'informations conduisant à mieux nous organiser pour l'unité du parti, l'inquiétude qui a été signalée serait moins importante et je pense qu'ensemble, à ce niveau, nous aurions bien avancé.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à François Mitterrand.

François Mitterrand

Chers camarades, je n'interviendrai qu'une fois, je le fais maintenant. Je pense qu'il convient que j'intervienne dans un débat sur le quitus. Il y a assez peu d'orateurs inscrits, en ce sens, j'observe une discipline utile pour la conduite du débat, malheureusement contraint d'être bref, et j'en remercie les orateurs qui ont su se tenir dans les limites prévues et ceux qui auraient pu parler et qui ne l'ont pas fait, estimant que leur point de vue serait sans doute exprimé par l'un de ceux qui sont intervenus ou qui interviendront.
J'aurais voulu vous épargner cette intervention, qui sera très brève, mais je

pense qu'il faut que les choses soient tout à fait claires.
Je n'ai rien à relever de particulier dans la dernière intervention, sinon deux détails de cette réunion de Seillac, il faut bien que vous compreniez de quoi il s'agit.
Constatant que le secrétariat qui est l'organisme constamment sur le tas, n'avait de possibilité de travail, par le fait qu'aucun des secrétaires nationaux n'est fonctionnaire du Parti, tous ont des obligations professionnelles ou sont parlementaires, constatant qu'en fait les réunions de travail, comme cela doit arriver très souvent - trop souvent, j'entends bien souvent des observations à cet égard dans les fédérations départementales - hebdomadaires sont dévorées par les problèmes internes, les contentieux, les arrangements, les discussions et la nécessité, il faut bien le faire, de gérer l'administration quotidienne du Parti, on arrive à ce phénomène, qui est très particulier aux Partis politiques - au pluriel que, finalement, les organismes dirigeants du Parti, le secrétariat est l'expression du Bureau exécutif, ces 15 camarades qui ont la charge principale de tenir le Parti au cours de l'année, eh bien, ne discutent jamais entre eux sur des choses importantes, sur les problèmes que leur pose à l'extérieur du Parti la politique générale, ils n'arrivent pas à coordonner leur action et je suis entièrement coupable, mon cher Massard.
Ceci dit, il faut absolument obliger les secrétaires nationaux, qu'il est très difficile de saisir en dehors de ces heures hebdomadaires, à se retrouver au même endroit plusieurs fois par an pour des discussions, éloignés de Paris sans quoi chacun est aspiré par autre chose, pas par des distractions, mais par ses obligations vraiment multiples et on n'arrive pas à travailler.
C'est ennuyeux que je ne puisse pas parler avec Mauroy, Poperen ou Mermaz, alors qu'on est là pour cela, puisqu'on est chargé d'exécuter vos décisions.
Alors, je suis un petit peu responsable de les avoir mis en pension et de leur dire : tous les trois mois, tous les quatre mois, on va s'en aller 48 h et on va essayer de voir si le Parti marche bien ou pas. Nous ne sommes pas chargés de définir la politique du Parti, mon rôle est de savoir si l'on fait bien le travail et mon rôle est de m'adresser aux secrétaires et de leur faire des reproches, des critiques le cas échéant si c'est mérité ou, au contraire, de les remercier d'avoir eu telle ou telle initiative et de faire coller la gestion. Quelle est l'entreprise, l'affaire, quelle est l'association qui n'a pas besoin de voir les dirigeants chargés de la vie quotidienne coordonner leurs pensées et leurs actions et en rendre compte ?
Vraiment, chers camarades, s'il y a la moindre difficulté là-dessus, comment voulez-vous qu'on travaille ? Mais si, ensuite, on confond le travail d'un organisme comme celui-là avec la rumeur publique, si on est obligé de rendre compte de ce qui est strictement un instrument d'ajustement du travail, d'ajustement d'une méthode, c'est le perfectionnement et je crois qu'il y a certaines réussites dans le Parti Socialiste depuis un certain temps… en examinant, on discute : est-ce qu'il faut développer le télex, telle affiche n'était pas bonne, le Poing et la Rose a pris du retard dans telle circonstance... il faut bien qu'on discute de toutes ces choses et il faut qu'on fasse des communiqués... alors, nous limitons la présence aux 15 secrétaires nationaux et nous appelons

les camarades, pas plus que 5 ou 6, chaque fois qu'ils ont une compétence sur le sujet mis à l'ordre du jour, mais nous n'invitons pas l'ensemble des délégués nationaux par exemple. Je ne vois pas du tout où est le problème, sauf un, c'est que Massard relève qu'un journal quotidien semble l'avoir informé avant que nous l'ayons fait. C'est parce qu'il est très difficile de maintenir l'indispensable discrétion qui devrait être une des lois fondamentales du Parti... il n'y a jamais d'indiscrétion du bureau politique et même pas du comité central où ils sont 120/130 du Parti Communiste, jamais. Nous, non seulement il y a toujours des indiscrétions, mais elles sont organisées et elles le sont par ce que chaque fraction cherche à faire valoir sa publicité par la voie de la presse ; moi, cela me scandalise, je trouve cela choquant, mais quant à savoir qui, comment, je dis tout de suite que si je le savais, je serais absolument d'une rigueur impitoyable, parce que c'est vraiment manquer, c'est trahir son Parti, (applaudissements)…
Comme je n'en sais rien, même si j'ai quelques idées... (rires dans l'assemblée)... comme je n'en sais rien de façon précise, et je n'ai pas l'intention de créer un système policier... je considère que pour le moins le Secrétariat peut à lui-même s'appliquer ses règles... Et je dois dire qu'en la circonstance, précisément, à une exception près, que je connais assez bien, et que je n'ai pas appréciée, il y a eu une telle discrétion que tout ce qu'ont raconté les journaux alors n'était pas du tout une exacte relation de ce qui s'était passé, même sur les sujets traités. Bon !
Enfin, sur le plan du détail, je dirai à Massard que "Spécial responsables -Poing et La Rose" a publié, le 6 mai, à la page que je lui montre, un compte-rendu succinct des de sujets traités de l'ordre du jour et des interventions de cette réunion de Seillac, sans entrer bien entendu à l'intérieur du sujet, ce qui est normal, et que cela - comme cela parait toutes les semaines - est arrivé simplement le surlendemain du journal "Le Monde". Comment voulez-vous que nous fassions autrement ? Nous n'avons pas de quotidien à notre disposition. Je pense qu'il ne faut pas se servir de détails de ce genre, bien que l'intervention de Massard n'ait pas été désagréable, mais je le dis pour le rassurer lui-même, nous faisons ce que nous pouvons.
Le sujet plus sérieux, c'est celui du quitus. Chers camarades, je fais, nous devons faire une énorme différence entre le dépôt de motions concurrentes et le refus de telle ou telle fraction du Parti... Ce n'est pas toujours la même... c'est trop souvent la même ! Je veux dire qu'on devrait imaginer que, sur des sujets différents, il devrait y avoir des opinions divergentes, qui ne sont pas bloquées sur des équipes ou des fractions ou des courants. Cela est plutôt inquiétant. J'aimerais bien voir de temps en temps des membres de la majorité voter contre les motions, et des membres de la minorité voter pour. Cela n'arrive jamais ! Si, il arrive quelquefois que des membres de la majorité votent contre, mais c'est en petit nombre, mais il n'arrive jamais que des membres de la minorité trouvent que nous ayons raison. C'est quand même alarmant.
Je comprends très bien que les courants redeviennent solidaires dans les grands choix politiques, mais il y a une différence de nature capitale entre notre opposition, parfaitement légitime, entre nous, sur des idées, sur des stratégies, et

même sur des tactiques, donc sur des motions, et le vote du quitus.
Le vote du quitus, je vais essayer de le définir.
Je voudrai que personnellement je considère... personnellement, mais aussi en ma qualité de Premier secrétaire... comme un cruel désaveu le fait que telle ou telle fédération ne donne pas le quitus. Pourquoi ? Je vais vous l'expliquer. Pour quelles raisons devrait-on ne pas voter le quitus ?
Pour des raisons importantes, qui ne tiennent pas à l'appréciation politique sur un sujet particulier, bien entendu - cela, c'est la motion -. J'ai noté quatre raisons fondamentales :
- La première, c'est si une fraction considère que dans la vie intérieure du Parti il y a une absence de démocratie. Bien entendu, si la minorité considère que la majorité, avec ses défauts, ses humeurs - il m'arrive d'en avoir, autant que d'autres, et même quelquefois plus que d'autres - mais, au total, manque à la démocratie, aux règles fondamentales de cohabitation des Socialistes, bien entendu, indépendamment de toute politique, cela, c'est un cran d'arrêt.
- La deuxième raison de ne pas voter un quitus, c'est si la direction n'applique pas les choix fondamentaux impliqués par la charte du Parti et par les principes généraux qui ont été définis lors du Congrès d'unité d'Epinay.
- La troisième raison, c'est s'il n'y a pas d'application des décisions du dernier Congrès, en l'occurrence le Congrès de Pau.
- La quatrième, c'est en cas, même si les trois premières conditions sont remplies, d'échec grave du Parti, qui démontrerait l'incapacité de vivre en place. Il pourrait avoir les meilleures intentions du monde, être une démocratie la plus scrupuleuse de toutes, appliquer les règles fondamentales, les principes fondamentaux, appliquer les décisions du Congrès, et être incapable. Là, il est normal qu'on désire changer.
En dehors de ces quatre raisons, je me suis tourné l'esprit, je ne vois pas. Si l'une de ces quatre conditions est remplie, cela suffit pour ne pas donner le quitus. Mais il faut s'expliquer, alors, et le dire. On ne peut pas se contenter d'être contre le quitus parce qu'on est contre, lorsqu'on a été contre dans le vote d'un Congrès. C'est complètement différent. Je vais même dire que c'est fondamentalement différent, parce que, je m'adresse ici à celles des fédérations qui n'ont pas voté le quitus, qui transformeront cela sans doute en abstention, mais, au niveau de fédérations locales, on a "mis la gomme"... Ici, cela se passera un petit peu autrement, parce qu'on aura de meilleures manières, et surtout parce que les circonstances ne s'y prêtent pas... (rires)... mais ce que je veux dire c'est que le devoir de la direction n'est pas d'appliquer la motion battue au Congrès... (applaudissements)...
Et si l'on ne vote pas le quitus parce qu'on n'applique pas la motion battue au Congrès, alors, bien entendu, il s'agit de s'entendre !... Le rôle de la direction est d'appliquer la motion victorieuse, et forcément, cette motion victorieuse ne peut que gêner constamment les minoritaires, mais ne peut pas leur servir de critère pour ne pas voter le quitus.
Car, si l'on appliquait ce qu'ils voulaient et qui était refusé par le Parti, alors, il faudrait que la majorité leur refuse le quitus, c'est évident. Et c'est cela, ce

contre-sens formidable, qui persiste à perpétuer, dans l'intervalle de deux Congrès, un différend (?), je le répète, légitime et normal. Ce serait triste qu'il n'y ait qu'une seule pensée dans un parti. C'est cette perpétuation rigide, à travers deux années, allant jusqu'à refuser le quitus, qui crée, à l'intérieur du Parti, des fractions qui ont finalement des méthodes aussi rigoureuses, l'une par rapport à l'autre, que les ont l'opposition et la majorité politique dans le pays.
A l'intérieur d'un parti, le choix initial est un acte d'adhésion secondaire, tandis qu'au niveau du pays ce sont des citoyens qui sont nés dans le pays et qui n'ont pas d'autres obligations entre eux que celle de la communauté nationale en certaines circonstances, mais n'ont aucun lien autre de caractère politique. Tandis que nous, nous avons fait un choix commun au point de départ, et nous ne pouvons nous désavouer que si nous manquons à ces choix fondamentaux.
J'élimine donc à l'avance la non-application des décisions du Parti au Congrès de Pau. Le fond du débat, c'est parce que nous continuons à les appliquer, et je mets au défi quiconque ici de dire que nous n'avions pas appliqué les décisions de Pau ; c'est précisément au sujet de ce qui n'était pas la motion de Pau qu'on nous fait des reproches !
Démocratie dans le Parti ! J'ai bien entendu Guidoni qui se plaint qu'il n'y ait pas tout à fait... Il est vrai que c'était dans "Le Monde"... Enfin, je fais des réserves... enfin, les réserves de Massard sur les déclarations de Christian Pierre qui estime qu'on aurait pu en finir sur cette concentration du pouvoir dans les mains de quelques-uns... je ne sais pas trop qui c'est -... qui se substituent à un débat collectif ! Bien entendu, Christian Pierre à Paris doit être plus scrupuleux que je ne le suis sur le plan national, pour faire que chaque section ait préalablement voté le quitus, pour faire que chaque section ait préalablement eu un débat sur le quitus, et non pas simplement des échelons intermédiaires aux dirigeants ! Voyez, c'est difficile, n'est-ce pas ?... (rires)...
Je demanderai d'ailleurs qu'une enquête soit faite pour voir si les sections ont bien voté, ont bien été saisies de ce débat, et s'il y a vraiment une transmission démocratique, ici, et non pas un abus de pouvoir.
Je considère le refus du quitus, sur le plan politique, comme un acte très grave. Par exemple, quelle peut être la variation ?
Si une fédération refuse le quitus, cela veut dire qu'elle considère que, soit le Parti est mal dirigé, il a accumulé les échecs graves, soit il a manqué aux principes fondamentaux, compromis le Socialisme, soit il a manqué aux décisions du Congrès... (quoique je ne m'attende pas à ce que les fédérations en question me reprochent de ne pas les avoir appliquées)... et je réunis là les conditions de tout à l'heure, eh bien, si je me rends dans cette fédération, j'ai l'impression que je vais être reçu tragiquement. Si la direction du Parti offre ce triste exemple, si elle accumule les échecs, si elle a diminué la capacité Socialiste dans le pays, surtout qu'elle ne montre pas le bout de son nez ! Alors, qu'on ne m'assassine pas d'invitations de toutes sortes pour me demander d'haranguer des militants aussi mécontents, qu'on ait un peu plus de logique !
J'ajoute que pour ma part il est bien évident qu'en dehors du devoir, que je continuerai de remplir, dans la fonction impersonnelle de Premier secrétaire du

Parti Socialiste, il n'est pas question pour moi de pouvoir représenter le Parti là où je reçois ce désaveu quant à la responsabilité que je remplis. Il n'est pas question que j'y ajoute quoi que ce soit d'élément personnel, ni aux élections municipales, ni aux élections législatives. Il faut que ce soit clair. Ou l'on dénonce la direction du Parti comme manquant à la Démocratie, comme manquant à la lettre du Congrès d'Epinay, comme manquant aux règles du Congrès ou comme ayant échoué, et j'accepterai d'être battu sur une motion cet après-midi, sur le quitus destiné à l'ensemble du pays, par des fédérations... Après tout, pourquoi seraient-elles majoritaires ? Il se trouve qu'elles sont minoritaires ;... On ne peut pas voter un quitus en disant : "Ce n'est pas grave", parce qu'on sera minoritaire. Chaque citoyen qui vote dans l'urne, parmi les 30 millions de Français qui s'expriment doit toujours avoir, si c'est un citoyen digne de ce nom - et les Socialistes le sont - l'idée que c'est de son bulletin que dépend le sort du pays et de la société, et donc il ne doit pas voter, dans sa conscience, par esprit tactique, en disant : "Cela n'a beaucoup d'importance parce que de toute manière cela ne passera pas". Donc, l'acte de chacun est aussi grave, et je n'hésiterais pas à voter contre le quitus à une direction si j'ai le sentiment qu'elle manque aux obligations des Socialistes en face du pays et vis-à-vis des travailleurs, et vis-à-vis d'eux-mêmes.

Pour toutes autres raisons, je serais peut-être très sévère, très aigu, sur des débats politiques particuliers qui me feraient voter contre cette direction. Au moment du quitus, je me dirais : "Je mets en jeu le Parti". Voilà la conception que j'aurais. Bien entendu, elle n'est pas obligatoire, mais je considère que cela, c'est l'acte de confiance même, et je considère donc le désaveu comme un acte de défiance politique, par rapport aux décisions qui ont engagé le Parti dans ses assises les plus solennelles, souveraines, que sont un Congrès.

S'il en est ainsi, il est évident que je ne me sens absolument pas qualifié pour le représenter auprès des fédérations en question, pour représenter un Parti si mal desservi, en dehors du réseau d'obligations normales, morales et politiques, que ma fonction, prise abstraitement, peut représenter, dans la mesure où tous les membres du Parti, quelle que soit leur opinion et quel que soit leur choix, tant qu'ils y sont et tant que je suis là, ont droit aux même services.

Mais on me permettra de cesser tous les double jeux... (inaudible)...

(Applaudissements)

Le président - Merci, François Mitterrand.

Nous allons maintenant ouvrir un dialogue, et c'est au moment des explications de vote que pourront intervenir éventuellement un orateur pour, un orateur contre.

Je donne maintenant la parole à Debenji, Alpes-Maritimes.

Debenji (Fédération des Alpes-Maritimes)

Je tiens tout de suite à rassurer François Mitterrand, en ce qui concerne les Alpes Maritimes, il n'y a pour nous aucun problème de quitus.

L'étonnement de certains militants n'est pas de voir que le Parti n'est pas encore tout à fait, tout à fait, au plan de son organisation et de son fonctionnement, à la hauteur de la confiance que lui accordent 1/3 des électeurs, mais il y a par contre une grande stupéfaction à voir qu'il se soit si vite mis au diapason.
Nous savons bien qu'il y a une grande partie du travail des militants qui a permis de réaliser cela, mais la Direction nationale y est certainement pour beaucoup.
Je voudrais simplement revenir sur deux points de ce qu'a dit Pierre Guidoni. Il a parlé d'un problème s'étant posé dans certaines fédérations. Je crois qu'on peut aller un petit peu plus loin, là, parce qu'il y a des problèmes graves qui se posent. En effet, si dans certaines fédérations on assiste à de grandes difficultés, c'est parce que certains camarades du Parti refusent d'appliquer les règles et les statuts qui sont les nôtres. Et je pense que là, cette discussion devra certainement aller beaucoup plus loin, dans le Parti. Et, sur la vision qu'ont les uns et les autres de la discipline à l'intérieur du Parti, nous devrons avoir des débats beaucoup plus importants.
C'est, je crois, le point qu'il faudra résoudre, parce que, si notre Parti veut progresser et s'il veut devenir un très grand parti, devra faire preuve d'une beaucoup plus grande rigueur et d'une beaucoup plus grande discipline.
Sur un autre point de ce que Guidoni nous a dit, je voudrais le féliciter des termes qu'il emploie. J'aimerais les entendre toujours, y compris dans la fédération qui est la mienne, et je voudrais lui dire amicalement que le jour où il voudra quitter la pluvieuse région parisienne pour rejoindre les rivages ensoleillés, on l'accueillera avec plaisir, parce que les propos qu'il emploie ici, nous les entendons rarement chez nous.
Il s'agit peut-être de manières meilleures qu'évoquait François Mitterrand, mais souvent elles sont très mauvaises dans les fédérations, et bien meilleures, effectivement, au Comité directeur... (exclamations)... et s'il y avait de ce côté une unité de langage, ce serait préférable. Il y a certaines fédérations où il faut vraiment entendre ce qu'on entend, et je sais ce que je veux dire. Ayant eu assez souvent l'occasion de me rendre en Italie ces temps derniers et de contacter nos camarades italiens Socialistes, à plusieurs niveaux, en particulier au niveau de sections, de réunions de sections et de fédérations, je voudrais vivement conseiller à tous mes camarades d'en faire autant, parce que lorsqu'ils verront l'interrogation passionnée et l'audience qu'a notre Parti à l'étranger, croyez-moi, ils seront vraiment fiers de lui appartenir.

Le président - La parole est à Castillat (Aude)

Castillat (Fédération de l'Aude)

Notre fédération n'a pas l'habitude de s'exprimer à une tribune du Congrès ou de Conventions du Parti.
Soucieuse du respect de la démocratie qui règne au sein de notre formation, elle a l'habitude, après avoir longuement débattu dans ses sections des orientations

politiques définies lors de chaque Congrès, d'appliquer et de soutenir les règles adoptées par la majorité des militants, et cela, sans faire de bruit. L'équipe nationale dirigeante actuelle l'a fait.
Pourtant, aujourd'hui, exceptionnellement, le représentant de la fédération de l'Aude que je suis ne peut rester muet et tient à faire partager à l'ensemble des représentants des fédérations et des responsables du Parti le sentiment des militants audois.
Notre fédération, riche d'un passé politique glorieux, est une fédération sans problème, et elle poursuit inlassablement, et d'une mâle assurance... (rires)... les efforts engagés par nos prédécesseurs... Il y a un certain temps, nos vétérans mettaient à l'échec les radicaux, alors tous puissants et implantés depuis des décennies dans notre département. Ils arrivaient, à la suite de lutte très difficiles, à mettre dans notre région le Parti Socialiste, et nos candidats arrivaient à s'emparer de la majorité des sièges. Mais la partie n'était pas gagnée pour autant. Il fallait structurer notre fédération, recruter des militants, les former.
Sous l'impulsion d'hommes remarquables, comme le docteur Ferroul, créateur, en 1898, de la "République social", journal du Parti Socialiste, qui existe encore de nos jours, et Léon Blum, qui fût député de Narbonne, Princibas (?), vice-président du Parlement européen, et Antoine Courrière, président du groupe Socialiste au Sénat, notre Parti devait connaître des succès sans précédent, et placer en tête de toutes les fédérations la fédération audoise.
Pendant de nombreuses années nous nous sommes enorgueillis de ce titre, pendant de nombreuses années nous avons été cités en exemple, et puis, comme partout, nous avons connu des revers et des moments difficiles.
En 1965, notre fédération comptait 1500 adhérents. En 1968, 1900. Puis vinrent les Congrès d'Epinay et de Pau. Le Parti Socialiste changeait de visage, optait pour une nouvelle stratégie, et donnait de nouveaux espoirs aux travailleurs de ce pays. Un vaste élan unitaire se dessinait, et le Parti Socialiste devenait le fer de lance et la cheville ouvrière d'un nouveau combat !
Depuis le Congrès de Pau, nous n'enregistrons que des succès. Nous sommes enfin devenus crédibles, fiables. Le Parti Socialiste est craint de nos adversaires et respecté de nos alliés. Enfin nous représentons l'espoir de tout un peuple, et nous, Audois, ressentons tous les effets bénéfiques des conséquences heureuses de la politique menée par le Parti Socialiste dirigé par notre camarade François Mitterrand.
Notre fédération bénéficie ainsi d'un regain d'activité et de dynamisme que nous n'avions pas connu depuis de longues années. Le nombre de militants augmente de 50% en quatre ans, et atteint au 31 décembre le chiffre de 4200 membres, répartis en 117 sections. Nos perspectives s'annoncent aussi brillantes, et nous pensons avant la fin de l'année compter 4500 militants Socialistes et 130 sections.
Ces résultats n'auraient jamais été obtenus si l'action du Parti n'avait rallié la majorité de la population à ses idées.
Les orientations du Congrès de Pau non seulement sont respectées, mais encore jouissent de l'approbation générale. L'union de la Gauche n'est plus un vain

mot, et sous l'impulsion de nos camarades, de nos élus, l'unité des travailleurs s'affermit et se réalise progressivement. Le projet autogestionnaire prend corps, et nos idées progressent régulièrement.
La formation de nos militants, elle, est devenue une réalité…

Le président - Camarades, un peu de silence, s'il vous plait ! C'est extrêmement difficile, à la fois pour l'orateur et pour ceux qui l'écoutent, de le faire dans un brouhaha comme celui-là. Les résultats de la fédération de l'Aude, je crois intéressent tous les camarades qui sont présents dans cette salle.

Castillat - Merci, camarade !
La formation des militants, elle, est devenue une réalité, et nous ne pouvons que féliciter l'équipe dévouée de camarades qui diffusent les idées du Parti et arment nos militants contre nos adversaires.
L'information et la propagande : notre formation politique n'avait jamais entrepris un si grand effort dans ce domaine, et pourtant rien n'est tout à fait parfait ; c'est vrai que les informations sont quelquefois lentes, c'est vrai qu'un travail plus important peut être accompli, et nous pourrions encore faire mieux. Mais nous faisons confiance à l'équipe dirigeante, et nous lui permettrons chaque fois que cela sera possible de faire mieux encore.
Nous sommes là pour améliorer le fonctionnement de notre organisation politique et non pour freiner son développement et la détruire. Nous sommes attachés au même char, et nous ferons tout pour le mener à bon port.
La classe ouvrière, les travailleurs de ce pays l'ont parfaitement compris et rallient nos rangs avec engouement et enthousiasme. Dans notre département faiblement industrialisé, les groupes d'entreprise augmentent de 50%, et ce malgré la terrible crise que traverse la viticulture méridionale. Nos agriculteurs, nos viticulteurs rencontrent d'énormes difficultés, et dans le désespoir, vers qui se tournent-ils ? Eh bien vers le Parti Socialiste ! C'est ainsi qu'au lendemain des évènements tragiques de Montredon qui devaient provoquer la mort de deux hommes, immédiatement le Comité d'action viticole des organisations professionnelles, parmi lesquelles, il faut le souligner, nous ne comptons que très peu d'amis, demandait l'arbitrage de François Mitterrand, représentant du Parti Socialiste et leader incontesté de la Gauche, pour servir de médiateur et de porte-parole auprès des pouvoirs publics.
Immédiatement le Premier secrétaire, accompagné de nos camarades Mermaz et Joxe, se rendait à Carcassonne et rencontrait lors d'une réunion de travail les représentants régionaux et nationaux de la viticulture. Il s'informait ainsi des problèmes rencontrés dans ce secteur économique et réalisait ce que le pouvoir refusait toujours à nos viticulteurs, une simple concertation qui peut-être eût empêché les affrontements tragiques que vous connaissez.
La population audoise et nos camarades ont été sensibles à cette démarche, et les sympathisants deviennent de plus en plus nombreux. Les actions du Parti recueillent l'approbation des travailleurs de toute la région, et beaucoup essaient de nous imiter. Je n'en veux pour preuve que les démarches accomplies par

Collection Jean Jaurès

Georges Marchais auprès des viticulteurs méridionaux lors de son déplacement hier à Montpellier et à Narbonne, et celles beaucoup plus officielles, mais qui ne tromperont personne, de Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, qui vient en catastrophe de créer un Office du vin, qui en fait ne fera qu'accabler une fois de plus la viticulture méridionale.
Nous ne pouvons donc que féliciter les dirigeants et les instances nationales de l'action entreprise et menée à bien depuis le 4 mai 1975. Il ne se passe pas un jour sans qu'il soit fait état, sur la presse, à la radio, à la télévision, des succès enregistrés par le P.S. et même l'étranger observe avec attention nos progrès. Au lendemain des élections cantonales, tout le monde s'accorde pour reconnaître que le Parti Socialiste est devenu le premier parti de France, et même nous, Audois, alors que nous sommes déjà une fédération comblée : 3 députés Socialistes sur 3, 2 sénateurs Socialistes sur 2, 300 maires Socialistes sur 437 et 28 conseillers généraux Socialistes sur 34... (Applaudissements)... eh bien nous avons réussi le tour de force de gagner deux sièges supplémentaires à l'assemblée départementale, ce qui porte à 32 sur 34 le nombre de conseillers généraux Socialistes ! (Applaudissements)
C'est un résultat élogieux, camarades, qui revient à l'action de nos militants qui a été déterminante, grâce à l'image de marque présentée aux Français par notre formation politique.
C'est donc avec satisfaction, vous n'en douterez pas, et avec plaisir qu'au nom de tous mes camarades audois, au nom de ma fédération tout entière, non seulement je donnerai quitus à l'équipe dirigeante pour l'action qu'elle a menée depuis la dernière Convention nationale, mais encore que nous continuerons à la soutenir pour parvenir aux objectifs que nous nous sommes fixés tous ensemble au Congrès de Pau !
(Applaudissements)
Le président - Merci, Castillat.
Je donne maintenant la parole à Jean Maire, Val d'Oise.

Jean Maire (Fédération du Val d'Oise)

Mon intervention étant écrite, je n'introduirai aucun élément nouveau à la suite du rapport présenté par Pierre Mauroy et de la déclaration de notre Premier secrétaire.
Je dirai simplement que je suis mandaté pour apporter ici des remarques issues de débats importants dans les sections et au Congrès fédéral de la semaine dernière. C'est cette pensée, ces aspirations et ces souhaits des militants que je me fais un devoir de traduire ici.
Dans les sections où le débat a pu avoir lieu sur l'appréciation de l'action des organismes directeurs, diverses observations à l'intention des organismes directeurs, Secrétariat national compris, ont été formulées.
Par ailleurs la fédération elle aussi a ses propres remarques à faire.
Ces griefs, sans minimiser le travail réalisé et les succès obtenus, se sont traduits - quoi de plus naturel ? - par le vote sur l'appréciation à porter, dont le résultat a

donné : pour, 46,44% ; contre, 14,22% ; abstentions 29,20 ; refus de vote, 10,14%.
Ce résultat doit être pris très au sérieux par le national. L'interprétation qui consisterait à l'attribuer au seul fait que les courants 1 et 2 sont de force semblable dans le département serait une erreur. En effet, un nombre important de militants, responsables appartenant à la majorité, s'interrogent de plus en plus, voire avec une certaine inquiétude, sur la façon dont fonctionne le Parti.
Le problème n'est pas seulement de savoir si l'action engagée par les organismes directeurs est conforme aux décisions du Congrès, ce qui est certes important, mais aussi de porter une appréciation sur le "comment", c'est-à-dire sur les procédures mises en œuvre pour décider et réaliser cette action.
Nous avons raison de dire aux Français que nous voulons leur rendre le pouvoir, mais encore faut-il que nous nous y préparions par une pratique la plus démocratique possible au sein même de notre Parti. Nous ne construirons pas un Parti Socialiste plus fort et plus grand sur la seule confiance aux dirigeants, mais aussi et surtout à partir de larges débats organisés de telle façon que l'ensemble du Parti puisse effectivement y participer, problème de l'information, du délai, etc.
Dans ce sens, nous estimons préjudiciable au Parti et à son action l'absence au niveau fédéral d'informations précises du national sur des questions internes aussi importantes par exemple que celle du contenu des accords avec le mouvement des Radicaux de Gauche. Cette absence d'informations est, croyez-le, particulièrement grave dans les fédérations comme celle du Val d'Oise composée de responsables ayant peu d'expérience et peu d'ancienneté dans le Parti.
Nous estimons préjudiciable aussi au Parti et à son action la procédure rapide qui a été arrêtée pour la préparation du Congrès extraordinaire sur les élections municipales.
C'est d'ailleurs une remarque, permettez qu'on le rappelle, qu'on est amené à faire très fréquemment lorsqu'il s'agit de la préparation d'assises nationales.
Nous soulevons également un autre aspect, la notion de quitus dans l'esprit des militants n'est pas claire, en particulier quant à ses implications concrètes. Ne vaudrait-il pas mieux demander aux militants, aux fédérations, de faire connaître leur point de vue sur les prises de position de la direction face aux principaux problèmes qui se sont posés, par exemple la lutte pour l'emploi et contre le chômage, l'organisation des campagnes du Parti, les élections cantonales, l'organisation de l'action pour la libération des civils et militaires prisonniers, le Portugal, les universités, l'élection du Parlement européen ?
Nous devons enfin attirer l'attention de la Convention sur le problème des étudiants Socialistes, parce que nous le ressentons dans notre fédération.
Nous nous trouvons actuellement dans une situation non conforme à nos statuts. Certes, nous le savons, il y a d'importantes raisons à cela. Nous pensons néanmoins que cette situation ne doit pas durer. C'est pourquoi nous souhaitons que le problème de l'organisation des étudiants Socialistes fasse très prochainement l'objet d'un nouvel examen par la direction du Parti, afin de

donner plus de possibilités d'initiative aux étudiants eux-mêmes, tellement il est vrai que le milieu étudiant représente un important secteur d'intervention.
Pour terminer, nous demandons un vote par mandat. En effet, dans la mesure où le vote s'effectuerait par délégué avec mandat levé, le vote de notre Congrès fédéral s'avérerait intraduisible avec fidélité, ce qui contraindrait notre fédération à ne pas participer au vote, ce mode de vote ne pouvant traduire correctement les conclusions de nos délibérations fédérales.
En effet, si nous avons 20 mandats pour le quitus, 6 contre, 12 abstentions et 4 refus de vote, il n'y a pas de raison qu'à la majorité relative, compte tenu des problèmes qui se posent chez nous, nous votions le quitus, et il n'y en a pas davantage pour que nous nous abstenions.
Voilà résumé, camarades, l'essentiel des remarques que la fédération du Val d'Oise voulait faire.
Croyez-le, elles n'ont d'autre visée que de répondre aux décisions du Congrès de Pau dont l'annexe à la motion stipule : "l'application d'un programme commun de gouvernement et la mise en œuvre d'une transition vers le Socialisme sont subordonnées à l'existence d'un Parti Socialiste puissant, populaire et démocratique".
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Teisseire, Nièvre.

Eugène Teisseire (Fédération de la Nièvre)

Je réponds tout de suite à la question qui m'a été posée dans les travées, la Nièvre votera le quitus. Je dirai pourquoi tout à l'heure.
Il semblait tout à l'heure que l'unité allait peut-être aujourd'hui plutôt un peu mieux. Ce n'était pas tout à fait le cas hier, nous souhaitons que ce soit le cas demain. Mais j'ai bien peur que ce soit une attitude de façade, et c'est ce qui est regrettable pour le Parti.
En effet, François Mitterrand l'a parfaitement démontré tout à l'heure, l'abstention sur le quitus est un vote grave, et cela nous laisse, ce n'est pas la première fois, la pénible impression que la minorité décide d'une tactique, décide d'un vote, et cherche ensuite à tout prix et par n'importe quel argument à justifier a posteriori ce qu'elle a décidé a priori.
En ce qui concerne le fonctionnement du Parti, et cela en découle, on posait la question tout à l'heure des troubles dans certaines fédérations, et de ceux qui troubleraient le fonctionnement du Parti. Je dois dire que l'expérience quotidienne de la vie d'une fédération montre que c'est la minorité qui bloque la vie du Parti à l'intérieur des fédérations et des sections, et que c'est la minorité qui empêche un bon déroulement des débats et empêche les sections et les fédérations de fonctionner convenablement.
Je donne en particulier deux exemples. Le premier, c'est qu'il est bien rare que l'on ne soie pas amené à stopper rapidement des débats de procédure qui, interminables, amènent les militants participant aux réunions à quitter la réunion

Fondation Jean Jaurès

en se disant : eh bien ma foi, on ne parle pas de politique.
Le dernier exemple, c'est celui des votes qui ont eu lieu dans les sections et les fédérations concernant la motion de cet après-midi, la motion sur les municipales, où on a vu dans certaines sections des camarades voter la motion sans apporter aucune transformation, en la trouvant très bonne, et puis le jour du Congrès fédéral revenir sur le vote qui avait été émis dans les sections parce qu'entre temps autre chose avait été décidé.
En ce qui concerne la politique générale, j'ai trouvé étrange tout à l'heure que notre camarade Guidoni se félicite que le Parti ait montré sa cohésion de façon ponctuelle sur un certain nombre de problèmes, que ce soit les cantonales ou autre chose. Moi, ce que je souhaite, c'est que le Parti montre constamment, à l'extérieur, sa cohésion sur tous les problèmes qui se posent à lui, puisque, nous l'avons tous dit, le Parti Socialiste est un parti appelé demain à gouverner !
Sur le fonctionnement, je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit à plusieurs reprises. Nous constatons dans nos fédérations - et je dois dire que j'exprime là l'avis des secrétaires de section, l'avis des camarades d'une fédération qui malgré tout compte 1800 adhérents - des améliorations extrêmement sensibles dans tous les domaines de la vie du Parti, dans les structures et le fonctionnement du Parti, notamment dans le domaine de la communication, dans le domaine de l'implantation, dans le domaine de la formation. Et quand je parle d'implantation, je pense en particulier à l'implantation dans les entreprises, au travail qui est fait par la Commission nationale d'entreprise, et également dans le domaine agricole, puisque la fédération de la Nièvre est une fédération qui est concernée par ces problèmes.
J'en terminerai sur le quitus.
Nous pensons, après consultation des sections, après le Congrès fédéral de la Nièvre, nous pensons, nous, que la direction du Parti a rempli son mandat, qu'elle a bien rempli son mandat et, par conséquent, nous voterons le quitus.
(Applaudissements)

Le président - Merci Teisseire.
La parole est à Legrand, Calvados...

Legrand - Non, non.
(Applaudissements)

Le président - Très bien !... J'allais dire que c'était le dernier orateur inscrit.
Nous avons, par conséquent, maintenant épuisé la liste des orateurs; Je voudrais vous dire comment je propose que nous procédions maintenant :
Mon intention est de donner la parole au Secrétaire à la coordination pour répondre aux différentes interventions. Ensuite, la Convention décidera la façon dont elle votera, puisque nous avons été saisis d'une demande de vote par mandat et qu'il faut que nous tranchions là-dessus. Une fois cette décision prise, je donnerai la parole à un orateur contre et un orateur pour, pour cinq minutes et enfin le vote aura lieu suivant les modalités qui auront été décidées par la

Convention,
Je pense que tout cela peut se dérouler assez rapidement, si vous en êtes d'accord, et je vais par conséquent donner maintenant la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Je vais répondre rapidement aux questions qui ont été posées.
Je crois que le débat a été très intéressant, d'abord parce qu'il a permis d'avoir une discussion - et c'est sans doute la première que l'on a depuis Epinay sur le rôle d'une Convention nationale ordinaire sur son organisation ; plus précisément sur ce qui concerne le quitus.
Je crois que c'est une originalité du Parti d'avoir cette Convention nationale ordinaire, seulement, avec tout ce que nous avons dû faire, bien souvent la Convention nationale ordinaire était transformée en Convention nationale, voire même en petit Congrès, avec de grandes questions à l'ordre du jour, par délégation du Congrès national - si bien que c'est peut-être la première fois que nous tenons une Convention nationale ordinaire dans les formes tout à fait réglementaires, avec exactement ceux qui doivent y participer. Je pense que c'est indispensable, non pas pour les informations que l'on peut vous donner - l'analyse politique, aussi bien que les informations elles-mêmes, peuvent être publiques - mais pour la qualité du débat que nous avons entre nous et la possibilité de se dire, dans ce débat, un certain nombre de choses qu'on peut être amené à dire les uns et les autres.
Bien entendu, celle-ci encore est une Convention nationale ordinaire un peu limitée ; j'imagine qu'une Convention nationale d'une journée nous permettrait d'avoir plusieurs rapports, un rapport politique, bien entendu, peut-être un rapport d'animation, et telle ou telle question touchant l'organisation interne du Parti. Nous n'avions qu'une matinée, si bien que le rapport introductif que je vous ai présenté est un rapport où j'ai fait la part des choses - moitié/moitié - entre ce qui concernait les problèmes d'animation et d'organisation du Parti et ce qui concernait l'analyse politique.
Maintenant, en ce qui concerne le quitus, nous partageons le point de vue qui a été exprimé par le Premier secrétaire. Je crois que, sur ce point là, il faut nous entendre complètement, faute de quoi le quitus n'aurait absolument pas de sens et c'est plutôt vers sa suppression qu'il faudrait nous orienter.
Je dois dire que le quitus était pratiqué par le Parti Socialiste SFIO qu'il a été maintenu par une décision qui a été prise au moment d'Epinay et qu'il correspond, je crois, à un double souci !
D'abord, il est très important, lorsque des décisions ont été prises lors d'un Congrès national, qu'elles soient appliquées et ceux qui sont minoritaires, ceux qui ont été en désaccord, et même en désaccord le plus profond, le plus violent, sur telle ou telle prise de position au moment du Congrès, peuvent parfaitement voter le quitus, parce qu'ils estiment qu'effectivement le Parti a appliqué les décisions qui avaient été prises par la majorité comme le mandat lui en avait été donné par le Congrès national...

Gaston Defferre - Tu permets une interruption ?...

Pierre Mauroy - Je t'en prie.

Gaston Defferre - Je remercie Pierre Mauroy de m'autoriser à l'interrompre.
Je ne prononcerai qu'une phrase, pour rappeler que pendant près de vingt ans la fédération des Bouches-du-Rhône a été dans la minorité, et parfois en opposition violente avec la majorité et le Secrétariat du Parti ; néanmoins, nous votions le quitus parce que nous ne confondions pas les deux choses : les motions, et la façon dont la direction du Parti appliquait la motion majoritaire.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy - Pour ma part, je trouve que ce quitus est un élément essentiel de l'unité, de la cohésion du Parti, parce qu'il signifie qu'à côté de nos divergences politiques, qui sont naturelles et qui peuvent s'exprimer il y a, dans le Parti, cette confiance et cette cohésion qui font qu'on est d'accord pour dire que le Parti a appliqué effectivement les décisions qui ont été prises par les militants.
Mais je crois qu'il y a au quitus un deuxième avantage, c'est d'associer les fédérations. Cette possibilité de débat donnée aux fédérations sur tous les problèmes qui concernent le Parti avec un vote qui peut avoir lieu par délégué, mais qui peut avoir lieu par mandat, c'est une originalité vraiment très grande de notre Parti, qu'il nous faut préserver.
Enfin, une observation. Certaines fédérations disent "On s'abstient sur le quitus". Très franchement, s'il y a un vote, on ne comprend pas très bien une abstention ou même on refus de vote ! Finalement, le quitus, on le donne ou on le refuse ou bien la direction du Parti a appliqué le mandat qu'elle avait reçu du Congrès national ou bien elle ne l'a pas fait, mais on comprend mal ce que peut signifier un refus de participer au vote ou une abstention ! En tout cas, le débat que nous avons eu sur le quitus est important, il devra être poursuivi et, en définitive, je crois que le fait de maintenir le quitus a une profonde signification.
Deuxième problème. Moi, je dois dire qu'il y a tout de même un décalage qui a dû être ressenti ici par beaucoup entre la façon dont nous avons vécu dans le Parti, depuis un an, nos problèmes de cohésion, nos problèmes d'unité, et ce qui s'est dit ici.
Je crois que la Convention nationale doit le savoir : nous avons eu de rudes débats de Comité Exécutif, et même de rudes débats de Comité directeur, à ce point rudes que quelquefois même ils allaient jusqu'au blocage. Ceux qui y participent le savent et, par conséquent, je crois qu'on a le devoir de dire aux représentants des fédérations ici que sur le plan des prises de position politiques de la majorité et de la minorité, vraiment il y a eu de nombreuses difficultés. En ce qui concerne l'application de la discipline du Parti, que ce soit sur le problème de Reims, que ce soit sur tel ou tel problème d'expression, je dois dire que nous avons eu des débats extrêmement rudes.
Par conséquent, ce qui a été dit ici est manifestement en retrait sur la façon dont

Fondation Jean Jaurès

nous avons vécu l'ensemble de ces problèmes. S'il s'agit, comme je le souhaite et l'espère, d'un changement, c'est-à-dire d'une vie plus facile que nous aurons dans le cadre du Parti ! Eh bien ! Nous en prenons acte avec satisfaction et pensons que les prochaines réunions du Comité Exécutif et du Comité directeur pourront se dérouler dans un autre climat ; ainsi, nous ferons de rapides progrès sur le plan de notre unité et sur le plan de notre cohésion.
Ce qui est cependant un peu plus inquiétant, ce qui aurait sans doute demandé qu'on aille plus loin à la fois dans l'analyse et dans la conclusion - et il faut le dire avec franchise - c'est que de nombreux délégués qui sont ici ont entendu, au niveau des fédérations, des prises de position qui étaient caractérisées...

Dans la salle - Caractérielles !

Pierre Mauroy - ... et extrêmement nettes. Dans ma fédération, je dois le dire - j'ouvre ici une parenthèse pour la fermer tout de suite - on a même parlé de "normalisation" ! Pour la direction du Parti compte tenu des décisions que nous avions prises, c'est-à-dire Reims, c'est à dire telle ou telle prise de position publique, on a utilisé le terme de "normalisation" ! Je le dis parce que c'est vrai, et parce que je crois qu'ayant eu ce débat entre nous il est absolument essentiel qu'il soit tout à fait clair.
Or, ce qui a été dit, la façon dont cela a été dit, laisse entendre que nous aurons des évolutions. Je répète que ces évolutions, si elles doivent avoir lieu, je les salue et je suis le premier à m'en réjouir, mais je me devais, répondant aux différents orateurs, de montrer que jusqu'à maintenant il y a cette sorte d'ambiguïté entre ce que nous avons entendu au niveau des fédérations, et ce qui nous a été dit ici. En tout cas-, je souhaite, pour ma part, que ce qui a été dit ici soit un commencement et que, sur ce plan-là, au niveau de nos organismes centraux, au niveau du Comité directeur, nous n'ayons plus les difficultés que nous avons rencontrées les uns et les autres.
Enfin, un autre débat a été ouvert, par Pierre Joxe, je crois. Je dois dire qu'effectivement de nombreuses réunions touchant aux problèmes idéologiques ont eu lieu et que, sur ce plan-là, il est bien que bien des choses positives ont été faites, en particulier par Pronteau et d'autres qui y ont participé. Mais j'ajoute qu'il en a tiré un certain nombre d'observations que, pour ma par, je ne partage pas tout à fait et voilà pourquoi je ne les ai pas mises dans mon rapport.
Je crois, par exemple, que sur le plan des assises, c'était un élargissement du Parti, mais qu'à aucun moment nous n'avons eu de divergence en ce qui concerne notre fidélité et l'application de nos consignes vis-à-vis de l'union de la Gauche. Qu'un débat idéologique soit en cours, qu'il nécessite d'être approfondi, ce sera vraisemblablement le travail de la prochaine année, et sans doute même le travail du prochain Congrès national, mais pour ma part, au niveau de l'analyse, je m'en tiens - et j'y ai consacré pas mal de place d'ailleurs dans mon rapport - à cette double démarche - disons que nous avons tellement l'habitude de la faire qu'elle s'identifie presque avec la nature même de notre Parti,

Fondation Jean Jaurès

à savoir :
1°) l'application et la fidélité à nos engagements dans le cadre de notre choix stratégique, qui est l'union de la Gauche ;
2°) la nécessité d'apparaître avec notre identité, notre personnalité et notre capacité, ce qui est absolument indispensable.
C'était l'originalité de la démarche d'Epinay, c'est resté profondément l'originalité de notre démarche depuis cinq ans, et je dois dire que dans l'opinion - en tous les cas je ressens les problèmes comme cela - s'il y a une dynamique d'union de la Gauche, il y a aussi une dynamique du Parti Socialiste, c'est incontestable. Par conséquent, tout ce que nous pourrons faire pour aller vers la responsabilité, nous et l'ensemble de la Gauche, suppose qu'on puisse avancer en liant ces deux secteurs et je crois que tout le problème politique de notre Parti est de faire justement cette alliance entre cette exigence supérieure de l'union de la Gauche et cette exigence primordiale, essentielle, fondamentale - puisqu'elle est notre raison d'être et que nous sommes des Socialistes - qui est de servir notre Parti et de le faire apparaître à la fois unitaire, profondément, mais aussi distinct des autres formations. Je crois que c'est en continuant dans cette voie que nous remporterons de grands succès.
Voilà ce que je voulais dire sur les points essentiels.
Pour le reste, de nombreux orateurs ont souligné les efforts du Parti. Personne n'a dit que nous étions satisfaits et, croyez-le, il n'est pas question d'autosatisfaction ; nous avons une claire vision des insuffisances du Parti et nous voyons bien, ça et là, de nombreuses difficultés encore. Mais ce que j'ai voulu traduire dans mon rapport, ce que je crois profondément, ce que le Secrétariat national croit profondément, c'est qu'en un an beaucoup de choses ont été faites et bien des problèmes ont trouvé leur solution. Ceux qui sont intervenus au niveau des fédérations ont bien voulu le dire, le courrier qu'on reçoit des fédérations le souligne. Bien sûr, beaucoup des problèmes abordés, beaucoup même des solutions apportées, devront être approfondis, mais c'est vrai qu'en l'espace d'une année il y a eu une sorte de décollage accéléré et qu'en tout cas il y a eu, dans la vie du Parti, une accélération très nette.
Cette accélération très nette a entraîné que la direction du Parti soit beaucoup plus nombreuse, mais comment faire autrement ? Nous devons assumer une double charge : la charge d'animer, d'organiser le Parti, et en même temps de faire de lui, le Parti de la responsabilité et de la proposition ; cela suppose, par conséquent, un double mouvement : celui de l'animation de notre Parti et celui de la proposition à partir de toutes les liaisons avec le groupe parlementaire, avec toutes les Commissions qui sont animées par Martinet et par bien d'autres, et aussi avec le réseau des délégués nationaux qui sont autour du Premier secrétaire et également des délégués généraux.
Je crois qu'il y a là oui, une direction multiforme ; nous voulons dire par là une direction variée, qui touche des plans différents. Je crois que nous nous sommes avancés résolument dans cette voie, qu'un grand Parti moderne ne peut pas faire autrement, et qu'au bout d'une année de mise en application de ces différentes décisions, nous arrivons à des résultats satisfaisants, qu'il faut encore améliorer.

Voilà, je crois, le sens de cette année de travail, une année qui, si on la regarde bien, nous a tout de même apporté des satisfactions sur le plan du bilan, et une année qui aura sans doute été très importante pour l'animation, l'organisation du Parti, et peut-être davantage encore pour l'expression extérieure du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Pierre Mauroy.
Nous touchons maintenant d'assez près le terme de nos travaux, mais nous devons procéder à l'opération fondamentale qu'est le vote.
La première chose à faire est de décider comment nus allons voter. Une fédération a demandé le vote par mandat et vous savez qu'aux termes de nos statuts et des règles des Conventions, pour que le vote par mandat soit décidé, il faut que 10% des délégués le demandent.
Je vais, par conséquent, procéder à l'appel des délégués et voir si, effectivement, il y a 10% des délégués qui demandent le vote par mandat. Si c'est le cas, nous le ferons, sinon, nous ne le ferons pas.

Daniel Vaillant

Je voudrais apporter des précisions.
L'article 28 de nos statuts précise ceci : "Dans les délibérations du Congrès national et de la Convention nationale, le vote par mandat est de droit s'il est réclamé par le 1/10ème des délégués."
Deuxième article important, l'article 31 : "La Convention nationale est composée d'un délégué par fédération..." Et il est précisé : "Le Comité directeur et les membres du groupe parlementaire assistent aux réunions de la Convention nationale à titre consultatif."
Donc, ne peuvent voter ici que les camarades qui ont un mandat vert, c'est-à-dire un membre par fédération.

Le président - Je demande donc que ceux des camarades qui sont en faveur d'un vote par mandat veuillent bien le manifester, avec leur mandat vert en main.
Essonne, Val d'Oise, Savoie.
Mes camarades, nous votons donc à main levée.
Mais avant de passer au vote, j'ai indiqué que je donnerais la parole à un orateur contre et à un orateur pour. Je pense que c'est Guidoni qui désire s'exprimer... (protestations diverses)...

Pierre Guidoni - Oui !

Le président - Cette Convention s'est déroulée d'une façon parfaitement démocratique. Tout à l'heure, Guidoni a demandé la parole, je lui ai dit qu'il l'aurait à la fin de la réunion et, en qualité de président de cette réunion, je lui donne la parole. Eventuellement, un orateur pourra parler après dans l'autre sens.

Fondation Jean Jaurès

Guidoni, tu as la parole pour cinq minutes.

Pierre Guidoni

Chers camarades, je n'ai pas le sentiment que nous ayons beaucoup abusé de notre temps de parole dans les débats de cette Convention !
Vous voudrez donc bien m'excuser si je reprends un instant la parole maintenant pour parler après de nombreuses interventions...
Je crois qu'il y a au moins une ambiguïté, et j'aimerais la lever immédiatement.
Le débat d'aujourd'hui n'a pas pour but de juger le Parti. Le Parti, c'est nous tous ensemble. La direction du Parti gouverne le Parti au nom des mandats qu'elle a reçu, appuyée sur une majorité, dans l'intervalle de deux Congrès, et les succès, les échecs, la vie du Parti dans son ensemble, les problèmes que nous affrontons en commun, nous concernent tous, minorité et majorité, la direction et ceux qui en sont exclus. Le jour où la vie du Parti se bornerai à une série d'interventions, Secrétaire fédéral après Secrétaire fédéral, du type de celle de notre camarade de l'Aude, eh bien ! Je ne pense pas que la vitalité de notre organisation y aura gagné ! (protestations)...
Le deuxième point sur lequel je voudrais insister, c'est que je suis entièrement d'accord avec la définition du quitus qu'a donnée le Premier secrétaire, qui me paraît tout à fait correcte, avec peut-être une légère nuance qu'il me pardonnera d'ajouter, qui est simplement qu'il y a un cas qui doit être inclus dans ceux qu'il avait prévus, qu'il faut nécessairement prendre en compte, c'est la réaction de la direction du Parti à l'événement qui, par définition, n'était pas présent au moment du dernier Congrès et sur lequel il a fallu prendre position "à chaud". Nous avons donc là un cas de figure supplémentaire qui est également soumis à l'appréciation des militants, et cette année nous en avons eu un certain nombre de ce type, que nous ne pouvions pas prévoir au moment du dernier Congrès !!
Eh bien, par rapport à ces points qui ont été évoqués par le Premier secrétaire, et j'ai essayé de le dire tout à l'heure - et je crois que parmi ceux qui sont intervenus dans ce débat, plusieurs ont essayé de le dire - s'il y a eu des amendements de prévus c'est précisément parce que, au cours de beaucoup de Bureaux exécutifs et beaucoup de Comités directeurs, nous nous sommes violemment opposés, précisément parce qu'il y a des sujets sur lesquels nous n'étions pas d'accord. Je le dis sans vouloir dramatiser en quoi que ce soit, mais je pense que beaucoup de modifications seront profitables à l'établissement d'un projet collectif et, là, je ne voudrais pas qu'il y ait une mauvaise interprétation de mon attitude, je le dis très amicalement à Pierre Mauroy : si nous avons cette attitude-là, c'est parce que nous recherchons précisément la constitution d'une discussion collective, d'un débat collectif et les conditions où l'on rechercherait en commun les solutions aux problèmes qui sont ceux du Parti.
J'ai eu un tout petit peu l'impression, à la fin de ton intervention, que tu semblais penser "que nous avions réalisé et que nous allions nous décider à être sages !"
Le problème ne se posera jamais comme cela. Cela ne se posera jamais en

termes de ralliement, cela ne se posera jamais en termes de "Inclinez-vous devant la volonté majoritaire...

Dans la salle - On verra !

Guidoni - Je pense que la solution, à l'ensemble des questions que nous avons évoquées ici, nous la trouverons ensemble, mais nous la trouverons par une recherche commune, nous la trouverons en allant les uns vers les autres.
Les raisons de l'abstention d'un certain nombre de fédérations, et là aussi par rapport à ce que disait le Premier secrétaire, je crois qu'elles sont relativement claires. Il y a en effet, je l'ai dit et je peux le redire plus clairement ici si c'est nécessaire, des désaccords politiques sur un certain nombre de décisions qui, soit n'étaient pas prévues dans la motion de Pau, soit nous paraissent, à partir de la motion de Pau, de la motion majoritaire de Pau, sont actuellement au moins ambiguës, et c'est ce que j'ai dit quand j'ai parlé d'un certain nombre d'éléments de fond en politique intérieure et étrangère sur lesquels il nous semble qu'aujourd'hui la position du Parti n'ait pas été clairement établie et sur laquelle il était légitime d'avoir un certain nombre d'inquiétudes et d'interrogations.
D'autre part, il est vrai que nous avons une inquiétude réelle, appuyée sur beaucoup de faits qui ont précisément nourri tous nos débats ou un certain nombre de nos débats depuis six mois, sur le fonctionnement de la démocratie dans le Parti. Nous nous sommes inclinés devant l'interdiction du colloque de Reims, nous nous sommes inclinés devant un certain nombre de décisions prises dans tous les domaines, mais nous ne pensons pas pour cela que c'était une décision normale ni qu'elle correspondait à la logique profonde de nos statuts, et dire cela ce n'est pas menacer d'ouvrir je ne sais quelle crise, c'est exprimer un sentiment qui, me semble-t-il n'est pas, en lui-même, condamnable. J'en veux un seul exemple, c'est qu'actuellement nous savons fort bien qu'il y a ce problème dont on parlait tout à l'heure, de communication. Il y a un effort qui a été fait au niveau de la formation, il y a toute une série de choses qui se mettent en place, de plus en plus nombreuses. Mais, croyez-vous que quand on parle de l'école de cadres et que nous voyons que, depuis l'année dernière, la minorité n'est en rien associée à l'ensemble des activités de formation du Parti, croyez-vous que nous n'ayons pas le sentiment qu'il y a évolution dans la nature même de notre Organisation, dans sa logique, dans son fonctionnement ? L'Article 4 des statuts, qui prohibe les tendances organisées, n'est pas le seul article de nos statuts.
Tout cela, nous le disons très calmement, sans polémique et sans ouvrir un débat excessif...

Le président - Le délai imparti est épuisé !

Guidoni - Je conclus... Mais, nous pensons que c'est une raison suffisante, en fonction même des critères qui ont été fixés, pour un débat normal sur le quitus,

pour s'abstenir et pour faire ainsi connaître que, tout en approuvant certains aspects de la politique du Parti, et y compris un certain nombre de décisions prises par le Comité directeur, nous sommes en désaccord, et c'est non seulement notre droit, mais c'est aussi notre devoir de l'exprimer clairement ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Jospin... (protestations diverses)
J'ai donné la parole à Guidoni, il est normal que je donne maintenant la parole à Lionel Jospin, qui la demande.

Lionel Jospin

Je ne prendrai d'ailleurs même pas cinq minutes. Je veux intervenir brièvement sur 2 points.
Pour me plier à ce qui a été déclaré par le président, je dois dire que le problème n'est pas de dramatiser, seulement le problème est de ne pas tenir un double langage, et moi je suis particulièrement intéressé d'avoir entendu Guidoni intervenir 2 fois dans cette matinée, d'être intervenu, comme il l'a fait, sur la question du quitus, tout à l'heure, et encore maintenant, car je l'ai entendu dans le Congrès de Paris et je dois dire que Guidoni est intervenu, dans le Congrès de Paris, et Christian Pierre également, d'une façon qui ne contribuait pas, à mon avis, au rapprochement, à la discussion et à la collaboration en commun et à l'unité dont il est question maintenant.
Je dois dire qu'en ce qui concerne cette fédération, il faudra bien qu'on y revienne là où c'est le lieu, on est obligé de reconnaître qu'il y existe un climat, un type de réactions, un type de mise en accusation qui n'a rien à voir avec le discours que tu tiens, Guidoni, ce matin dans cette Convention..... (Vifs applaudissements),
En tant que démocrate, il ne s'agit pas d'adapter son discours à son public! N'importe quel bateleur de foire est capable de le faire. La véritable démocratie, c'est de soutenir de la même manière, le même type d'argument politique, vis-à-vis de la base et vis-à-vis du sommet, vis-à-vis des militants auxquels on parle ici et vis-à-vis des responsables auxquels on parle là, sinon on veut flatter les uns et les autres ou berner les uns et les autres. Or, je te le dis, Guidoni, cette impression, je l'ai ressentie comme un problème politique et moral dans ce Congrès auquel j'ai fait allusion et je l'ai ressentie ce matin, en t'entendant, bien que j'avais déjà ressenti des signes avant coureurs de ce comportement.
Je voudrais signaler un point précis, c'est une question de fait, Guidoni, quand il est intervenu, est intervenu plus que comme un délégué de Paris, j'en suis conscient, mais quand il s'est inscrit dans la discussion, il a dit : Guidoni de Paris ou tu interviens, Guidoni, au nom de Paris, sinon tu dis : "Guidoni, Comité directeur". Or, tu es intervenu, moi je l'ai compris, comme délégué de Paris et un des points de ton intervention a été de se féliciter du fait que nous avions une attitude unanime sur le problème de l'Armée.
Or, le camarade de la minorité nationale, majoritaire sur Paris, qui a défendu la

Fondation Jean Jaurès

position de votre courant sur la question du quitus national, s'est servi de la question de l'attitude du Parti... (protestations)... nous nous référons au texte, Christian Pierret, si c'est nécessaire... le camarade qui est intervenu sur le problème du quitus national au Congrès de Paris s'est appuyé sur le problème de l'armée pour critiquer la Direction nationale et justifier l'abstention.
Voilà un point sur lequel le délégué de Paris et celui qui s'exprime sur le quitus dans deux enceintes différentes, développe un discours complètement contraire.
Cela, camarade, est un problème politique, effectivement.
J'ajoute qu'en ce qui concerne ce colloque qui devait avoir lieu à Reims, ne concernait pas la démocratie dans le Parti, il concernait un problème hors du Parti. (Protestations diverses), (Vifs applaudissements)
Un délégué insiste pour prendre la parole.

Le président - Tu n'as pas été mis en cause personnellement, tu as été mis en cause en tant que responsable politique, ce n'est pas la même chose. Nous passons au vote maintenant sur le quitus. Je rappelle d'ailleurs que le vote sur le quitus est un vote dans lequel la Convention exprime ses pouvoirs en matière de contrôle et non pas ses pouvoirs en matière d'initiative politique. Toute espèce d'Assemblée démocratique a des pouvoirs de contrôle et des pouvoirs législatifs. Là, nous exerçons des pouvoirs de contrôle. Alors, ceci posé, maintenant il est entendu que nous faisons un vote par délégué et que, seul, le délégué de chaque fédération ayant un mandat vert est appelés à voter.
Alors, je mets par conséquent aux voix le quitus. J'appellerai les "pour", les "contre" et les "abstentions, bien que l'abstention sur le quitus puisse être une erreur politique... (protestations diverses)... rien n'empêche de voter "abstention". Par conséquent, j'appellerai les "pour", les "contre" et les "abstentions". Alors que ceux qui sont "pour" veuillent bien le manifester en levant la main.
Baissez les mains.
Les "contre" ?
Il n'y en a pas, abstentions ?
Vous annoncez les fédérations : Territoire de Belfort, Haute-Marne, Haut-Rhin, Paris, Meurthe-et-Moselle, Meuse. Marne.
Bien.

Dans la salle - Et ceux qui ne veulent pas participer au vote ?

Le président - L'Essonne, la Charente-Maritime, la Loire, la Savoie... Le Val d'Oise. Et puis ?

Dans la salle - Le Var.

Gaston Defferre - Mais non, pas le Var !

Le délégué du Var - A l'unanimité, on a refusé de voter. Moi, j'exécute les

Coll. Fondation Jean Jaurès

ordres, camarades !

Gaston Defferre - Il faudra vérifier. (Protestations diverses)

Un délégué - Je vais répéter, pour qu'il n'y ait pas de confusion.
Contre : zéro. Abstentions : Marne, Territoire de Belfort, Haute-Marne, Haut-Rhin, Paris, Meurthe-et-Moselle, Meuse.
Ne participent pas au vote : l'Essonne, Charente-Maritime, Loire, Savoie, Val d'Oise, Var.

Un délégué - Pour explication de vote ?

Le président - Je ne peux pas, à cette heure-ci, donner la parole pour une explication de vote.
Alors, le quitus est adopté et la Convention est terminée.
Je vous remercie.
(La séance est levée)

Coll. Fondation Jean-Jaurès